

APARTHEID

Peut-on laisser faire ?



communiqués

• LILLE

La librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesde (M° Wazemmes), sera ouverte en juillet et août tous les dimanches de 10 h 30 à 13 h. Tél. : 20.57.37.06.

« La Voix sans maître », quant à elle, assurera ses émissions en juillet tous les vendredis, de 21 h à 23 h, sur Radio-Campus (99.6 MHz). Tél. : 20.91.24.00.

D'autre part, vous pouvez toujours soutenir Jean-Pierre Pagie, sympathisant du groupe de Lens, déserteur au service national, en écrivant à l'adresse suivante : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex ou en passant signer la pétition à la librairie de l'Idée libre.

Enfin, la Fédération anarchiste sera présente à la braderie de Lille samedi 6 et dimanche 7 septembre, de 12 h à 3 h du matin. Rendez-vous à l'angle du boulevard de la Liberté et de la place J.-B. Lebas.

• GARD

Le groupe du Gard informe qu'une table de presse sera présentée au cours des permanences qui auront lieu tous les dimanches matin de 10 h à 12 h au local situé 16, rue des Orangers, Nîmes. Les permanences continueront pendant l'été. Venez nombreux.

• CRÉTEIL

Le groupe de Créteil assurera une permanence tous les dimanches, de 9 h 30 à 11 h 30, sur le marché de l'église de Créteil.

débats

• BORDEAUX

L'Athénée libertaire du Muguet organise la projection d'un diaporama, un débat avec Paul Lapeyre et une soirée dansante à l'occasion de la commémoration de la révolution espagnole le 28 juin, à partir de 15 h, au 7, rue du Muguet. Buffet froid et entrée gratuite. Vous êtes tous les bienvenus.

• MOULINS

Le groupe de Moulins de la F.A. et l'Association pour une culture libertaire (A.C.L.) organisent vendredi 27 juin, au château de Panloup à Yzeure, une soirée d'animation sur les « lieux de vie » avec la présence de Claude Sigala.

Nous invitons toutes les personnes intéressées par ce sujet à venir participer à cette soirée. Pour tout contact : A.C.L., B.P. 49. 03402 Yzeure cedex.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3, Dans le monde : Editorial, Afrique du Sud, actualité et chronologie — PAGE 4, Les luttes : En Bref, Communiqué, Le point sur la lutte des nettoyeurs du métro, Vers une transformation de la F.E.N. ? — PAGE 5, Société : Communiqué F.A., Immigration (les mesures et les réactions), Les anarchistes et le service public — PAGE 6 ET 7, Education : La réforme universitaire, Les luttes et activités dans les facs de Brest, Bordeaux, Jussieu, Saint-Denis, Lycéens contre le Front national — PAGE 8, Relations internationales : Notre camarade Umberto Marzocchi — PAGE 9, Relations internationales : Allemagne, Espagne, Italie — PAGE 10, Archives : Résistance anti-soviétique des anarchistes — PAGE 11, Expression : Note de lecture, Théâtre, Bande dessinée, Programmes de Radio-Libertaire, Salut Gugusse — PAGE 12, Politique : L'Etat : entité territoriale, armée et technocratique (II Pour une analyse globale).

éditions

• « MAGAZINE LIBERTAIRE »

Le « Magazine libertaire » n°9 est paru, son titre : « Programme anarchiste de non-gouvernement » (Propositions pour une société libertaire). En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 20 F.

• « INFOS ET ANALYSES LIBERTAIRES »

Pour marquer le cinquantenaire de la révolution espagnole, c'est avec un « look » noir et rouge que le spécial « Eté 86 » d'« Infos » se présente à ses lecteurs et lectrices du Roussillon et d'ailleurs.

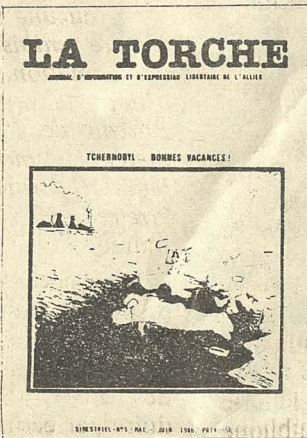
Un numéro double (17-18) qui consacre en effet trois quarts de ses espaces à l'événement qui a marqué de manière indélébile l'histoire sociale universelle. Des documents d'époque restituent à chaud la charge émotive et l'espoir immense qui tissaient la toile de fond de cette première révolution authentiquement prolétarienne.

Pour autant, ce nouvel « Infos » ne délaisse pas l'actualité, loin s'en faut ! Au programme : le nucléaire, le 42^e congrès de la Fédération anarchiste, Léo Ferré, de la poésie, des nouvelles du front antimilitariste, des annonces de spectacle...

Vous pourrez vous procurer notre nouvelle progéniture pour la somme de 12 F à notre local, 2, rue Théodore-Guiter, Perpignan, et à la librairie du Monde libertaire. Pour tout contact, abonnement et souscription, écrire à « Infos et analyses libertaires ».

• « LA TORCHE »

Le n°3 de « La Torche », journal d'information et d'expression libertaire de l'Allier vient de paraître, prix : 5 F. Pour toute commande : A.C.L., B.P. 49, 03402 Yzeure cedex.



• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE »



Le n°8 de l'« Alternative libertaire 49 » édité par le groupe d'Angers de la F.A. et des sympathisants libertaires vient de paraître. On peut se procurer gratuitement un exemplaire contre 2,20 F en timbres en écrivant à « Alternative libertaire », B.P. 401, 49004 Angers cedex.

• TOULON

Dans le cadre du cinquantenaire de la révolution espagnole, le groupe Région toulonnaise et le Centre d'étude et de culture libertaire organisent samedi 28 juin, à partir de 17 h, salle « Art et Culture » (quartier Saint-Roch) à Toulon, une fête libertaire.

Au programme : montage diapos « Espagne 36 », suivi d'un débat avec des compagnons de la C.N.T.E. ; Louis Capart ; Pierre Méric ; « Dimension libre » (B. Kalef) ; des stands, de la bouffe, une buvette, etc.



liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

• AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : 16.23.80.17.09.

• ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

• CHARENTE-MARITIME

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.

• FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.

• GARD

Groupe du Gard : permanence au local situé 16, rue des Orangers, Nîmes, tous les dimanches de 10 h à 12 h.

• HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque mardi, de 19 h à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HÉRAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

• INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIRE

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T./A.I.T.-L.P., Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : 16.54.74.26.02).

• LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.

• MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).

• MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD

Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesdes, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : 16.20.57.37.06 (adresse du groupe : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex).

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

• SEINE-MARITIME

Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur.

Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen.

• VAR

Groupe « Région toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.

• VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les dimanches, de 10 h à 12 h 30, au cours de la tenue de la table de presse au marché de la Z.U.P.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11°
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19°
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez...

AFRIQUE DU SUD

Dix ans après...
au jour le jour !

JAMAIS cette constatation n'aura été aussi lumineuse que pendant ces semaines marquées par l'anniversaire des émeutes de Soweto de 1976. Constatation qui ramène Botha au rang de triste guignol. En effet, il ne s'agit pas plus pour lui de gouverner à moyen terme (ne parlons pas d'un long terme !) ni court terme, mais bien au jour le jour.

P.W. Botha n'est plus maître de la situation, si tenté qu'il l'ait été un jour. Menant une politique de réaction, à courte vue, s'alimentant du bouche à oreille (à l'extrême limite, celle-ci dépendrait presque de la météo, ne rions pas !), Botha fait songer à ce joueur d'échec qui sacrifie tous ses pions pour sauver son roi, répète hypothétique au regard de la position désastreuse dans laquelle il se trouve. Répète peu économique en vies humaines car nous parlons d'hommes, de femmes et non plus de pions.

Instabilité... répression

L'inconsistance et l'inconséquence de Botha mènent tout droit à un bain de sang. Il n'y aura pas de discernement. Même Dieu n'y reconnaîtra pas les siens ! Et si l'on se fout éperdument du sort de ces ultras Afrikaaners qui tiennent à conserver un héritage de 300 ans, il n'en est pas de même pour ces millions de Noirs pressurés, exploités, assassinés pour le plus grand profit d'une minorité bornée.

Cette constatation s'éclaire de la façon suivante. Quelques mois auparavant, Botha, entre autres mesures, leva et abolit les « Pass Laws », lois qui obligeaient les Noirs à porter constamment une pièce d'identité. Cet assouplissement de la condition des Noirs se voulait preuve de bonne volonté. Les alliés occidentaux, légèrement écoeurés et surtout passablement inquiets pour leurs billes exigeaient la mise en route d'un train de réformes. La politique reaganienne dite « d'engagement constructif » (sic) en est l'exemple. L'abolition de ce système

du « Pass », profondément haï, passait pour un signe, si hypocrite soit-il, de Botha.

Quelques jours après, des raids meurtriers lancés par l'armée sud-africaine sur la Zambie, le Botswana, le Zimbabwe faisaient grincer les dents des alliés. Ceux-là même qui condamnent, et les mots ne sont pas assez durs, n'est-ce pas Fabius ?, le régime barbare mais se refuse à appliquer la dixième des sanctions économiques recommandées.

Les voltes-faces de Botha érodent sa crédibilité des deux côtés. Les ultras qui pensent qu'il va trop loin dans sa politique de réformes sociales comme les « libéraux » qui pensent le contraire. Entravé par l'extrême droite qui déborde le National Party, Botha la voit gagner un soutien de plus en plus sensible dans le milieu afrikaaner (particulièrement dans le Transvaal). Les trois partis fascistes, le H.P.N. (National Party reconstitué), le C.P. (Conservative Party) et surtout l'A.W.B. (mouvement de résistance afrikaaner) d'Eugène Terre-Blanche sont passés à l'activisme musclé. L'aile militaire, les « Storm Falcons » de l'A.W.B., s'engage dans la lutte pour le retour à une république boer du XIX^e siècle.

Botha, coincé, s'entête alors dans son radicalisme. Se refusant à accorder davantage de concessions, il arrivera à décréter l'état d'urgence peu avant l'anniversaire des émeutes de Soweto. Les condamnations n'ont pas manqué de tomber, lui faisant probablement prendre conscience de l'extrême précarité de la situation dans laquelle il est installé.

Soweto, dix ans après

Les autorités qui avaient interdit tout rassemblement commémoratif du 16 juin 1976 — à l'exception des cérémonies à caractère strictement religieux — et imposé l'état d'urgence illimité sur tout le territoire avaient tendu un véritable cordon sanitaire autour de

plusieurs cités noires. Déployés en nombre important, soldats et policiers devaient, selon les termes du porte-parole du Bureau d'information, produire l'« effet voulu » par la restauration de la paix et de l'ordre.

Il faut ajouter à cela les restrictions draconiennes imposées aux activités des journalistes en Afrique du Sud pour la durée de l'état d'urgence. Il est important d'insister sur ces mesures qui ont amené la F.C.A. (association des correspondants étrangers) à publier un communiqué estimant que la censure désormais imposée était « *probablement la plus sévère appliquée à des journalistes étrangers n'importe où au monde* ». « *Les membres de la F.C.A. n'ont aucune intention de laisser le ministre adjoint de l'Information, Louis Nel, ou n'importe quel membre du Bureau de l'information leur dicter les mots avec lesquels leurs informations devraient être rédigées* », poursuit le communiqué.

Restrictions sévères — interdiction de publier les noms des personnes que l'on craint arrêtées, d'informer sur les activités des forces de sécurité, de reproduire par écrit quelque « *déclaration subversive* » que ce soit — qui n'ont pu, malgré tout, établir un « black out » total. Par ailleurs, le décret sur l'état d'urgence donne du terme « subversif » une définition la plus large possible, et la plus ignoble aussi.

Une déclaration subversive est « *toute déclaration qui vise à produire, ou qui pourrait produire l'effet de promouvoir le ou les objectifs de toute organisation illégale* », « *inciter qui-conque à s'opposer ou à résister au gouvernement* », « *engendrer ou aggraver tout sentiment d'hostilité* », « *affaiblir ou miner la confiance du public dans le fait que l'état d'urgence finira par être levé* », « *encourager ou prôner le désinvestissement et l'adoption de sanctions étrangères à l'encontre de l'Afrique du Sud* ».

Bilan chez les jeunes
de 10 ans d'apartheid

scène en lançant le mouvement de boycott général des écoles.

Comme en 1976, les Métis et les Indiens se joignent une nouvelle fois au mouvement qui gagne vite en ampleur. Le gouvernement, tout en promettant des réformes qui briseraient l'un des piliers de l'apartheid, intensifie les mesures sécuritaires dans les universités.

Désormais, les revendications prennent un ton beaucoup plus radical et les étudiants commencent à s'organiser en vue d'un véritable changement social. De leur côté, les syndicats prennent de l'ampleur et s'unissent.

C'est en instituant en 1983 deux chambres consultatives (2) en plus du Parlement blanc, afin d'adopter un « look » plus « libéral » que le gouvernement va mettre le feu aux poudres. Une organisation, l'U.D.F. (4), se constitue et organise le boycott des élections pour les deux communautés en 1984 : 17 et 20% de votants ! Le

Editorial

AU-DELÀ de la mort d'un « nez rouge », il y a celle tout aussi navrante d'une jeune droguée qui eut le privilège d'être la petite fille de Cavanna. L'appel au secours lancé par le célèbre journaliste : « Si vous savez quoi faire, faites-le » a été reçu cinq sur cinq par Pasqua-le-nain et ses arquebusiers. Une vague d'arrestations a été commise. Comme toujours, la seule solution adoptée a été répressive.

Il n'est bien entendu pas question pour nous, anarchistes, de cautionner de quelque manière l'activité des trafiquants de même que nous devons éviter le piège en nous réjouissant de les voir en prison. Renvoyer les gendarmes et les voleurs dos à dos est aussi une solution de facilité. Les véritables trafiquants sont les Etats. La curée libanaise s'effectue sur fond de religion... et de champs de pavot.

Il est faux de dire que chaque individu qui sombre dans la drogue est un militant potentiel de moins, il faut bien savoir que cette déchéance n'est engendrée que par une révolte, une incommunicabilité qui ne peut déboucher, s'exprimer ou s'épanouir. Le carcan est trop rigide, les mentalités trop étroites, les H.L.M. trop sales. C'est l'expression du désespoir et de la noirceur du futur et quelquefois aussi celle de la peau, l'expression de la lucidité dans le refus du « plus fort gagne » et de la conformité.

De la révolte des ghettos d'Afrique du Sud à la colle à rustine et au trichlore des banlieues, le fossé est énorme et ne cesse de s'élargir. Les choix sont certes fondamentalement différents mais le mal-vivre, s'il reste à bien des degrés difficilement comparable, existe bel et bien de chaque côté. Mais la jeunesse qui dit non n'est pas toutes les fois un vivier de militants.

La drogue tue moins que les accidents de la route, mais les héros meurent jeunes quelquefois et les mythes ont la peau dure.

Toute violation de ces dispositions rend le contrevenant passible d'une peine de prison pouvant atteindre 10 ans et/ou d'une amende de 50 000 FF. Et, dernièrement, ces mesures ont été aggravées par l'interdiction de toute transmission en direct d'images télévisées par satellite. Le chef de la police, Johan Coetzee (général de son état), pour couronner le tout a adressé aux organes de presse un télex les avertissant qu'ils devraient désormais soumettre à ses services les articles traitant du « *maintien de l'ordre public* ».

L'opinion publique internationale et les gouvernants, qui sont sensés la représenter, au-delà des réactions épidermiques, vont probablement s'engager dans le processus de l'établissement de sanctions économiques.

Après que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne aient empêché l'imposition de sanctions obligatoires sélectives contre l'Afrique du Sud, mercredi 18, au conseil de sécurité de l'O.N.U.,

en faisant usage de leur droit de veto, la Chambre des représentants à Washington a adopté ce même mercredi un projet de loi imposant un embargo commercial total entre les Etats-Unis et le régime raciste, et ordonnant un retrait dans un délai de quatre-vingt-dix jours de toutes les compagnies américaines. A Londres, la Chambre des Communes a repoussé quant à elle une motion de l'opposition travailliste dans ce même domaine.

Les firmes multinationales n'ont plus beaucoup d'intérêts à cautionner l'inacceptable. Considération purement pragmatique : le système d'apartheid, à cause des verrous idéologiques et politiques qu'il installe pour sa sauvegarde, entre en contradiction avec la rationalité économique et l'efficacité capitaliste. Botha doit sauter et les dirigeants des transnationales comme le « Groupe des personnes éminentes » (E.P.G.) du Commonwealth s'y essaie.

HERVÉ
(Gr. Libertad)

APRÈS l'interdiction en 1960 du Congrès national africain (A.N.C.) et du Congrès panafricain (P.A.C.), et les lourdes condamnations de leurs dirigeants, il a fallu attendre les années soixante-dix pour voir les Noirs réagir.

En 1976, l'afrikaans (1) est imposé par le gouvernement blanc aux étudiants noirs. Le système injuste d'éducation Bantoue réservé aux Noirs est contesté, et la jeune génération va vite remettre en cause le système d'apartheid dans son ensemble. Pendant plus d'un an la jeunesse va combattre la répression. Bilan des émeutes quotidiennes : 1 000 morts...

Cette révolte, réprimée dans le sang, marquera le début de la lutte contre une quelconque collaboration avec les institutions du régime. Trois ans à peine passent et les étudiants noirs reviennent sur le devant de la

gain gouvernemental escompté est nul, mais la répression féroce.

Les luttes vont cependant ressurgir encore plus importantes, et du boycott (le plus long à ce jour) va s'étendre de 1984 à 1985 dans toutes les régions du pays. Cela aboutira le 2 juillet 1985 au premier état d'urgence... et à l'entrée en scène meurtrière de l'armée, éternel rempart de l'Etat. Le 7 mars dernier, l'état d'urgence était levé (4).

CHRISTOPHE
(Gr. Berneri)

- (1) langue officielle en Afrique du Sud.
- (2) Une pour chaque communauté, indienne et métisse, maintenant ainsi 24 millions de Noirs à l'écart.
- (3) Front démocratique qui, créé en 1983, est aujourd'hui la structure de lutte la plus importante (regroupant 700 organisations).
- (4) Cela n'a duré que trois mois !

POUR ASSURER L'INDEPENDANCE DU « MONDE LIBERTAIRE », SOUSCRIVEZ...

en bref...en bref...

• Le n°13 de la revue « Ramassis d'Infos » vient de paraître.
Au sommaire : 16 mars, on tourne la page ; la symbiose en marche ; changement dans la continuité ; une série d'articles sur le civisme ; armée et sécurité routière ; armée et illégitimité....
Pour infos : A.R.M.S., c/o Le Nil, route de Bordeaux, 16000 Angoulême.
En vente à la librairie du Monde libertaire.

• Un meeting d'informations concernant le projet de loi sur l'immigration aura lieu jeudi 26 juin, à 18 h 30, à la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris (M° République).
Pour infos : C.A.I.F., 46, rue de Montreuil, 75011 Paris (tél. : 43.72.75.85).

• A l'occasion du cinquantenaire des congés payés, les sections de la L.D.H. de l'est de Paris organisent une grande fête au parc Montreau de Montreuil (M° Mairie-de-Montreuil) les 28 et 29 juin 1986, à partir de 14 h (entrée gratuite).
Au programme : films, vidéos, animations, stands d'information, spectacles, buffet...

• Depuis le 11 juin, deux jeunes de l'association Jeunes Arabes de Lyon et sa banlieue (J.A.L.B.) sont en grève de la faim suite au projet de loi relatif aux « conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers » du gouvernement.
Pour infos : J.A.L.B., 25, rue Burdeau, 69001 Lyon (tél. : 78.39.78.80).

Communiqué

Nous apprenons que : « L'Athénéo a été attaqué lundi 16 juin. Dix militants anarchistes se rendant à l'Athénéo ont découvert les affiches et les informations collées sur le mur extérieur du local arrachées, la vitrine du local brisée et ce malgré les grilles de protection. Il fallait vraiment le vouloir. L'attentat n'a pas été revendiqué.

« Peut-être avaient-ils été dérangés car ils revenaient dans la nuit du 17 au 18 pour, cette fois, détruire la vitre de la porte du local. Pas de signature. Pour nous, militants anarchistes, plus que jamais la lutte continue. »

Pour tout info : Athénéo de Clermont-Ferrand, G.A.E.L., 8, rue de l'Auge, 63000 Clermont-Ferrand.

REL. EXTERIEURES

Nettoyeurs du métro

La Comatec recule... pour mieux sauter

Le 7 mai 1986, près de 1 350 nettoyeurs du métro se mettaient en grève, soutenus par le syndicat C.F.D.T.-R.A.T.P., majoritaire à 85%. A la base du conflit : des propos et insultes racistes tenus par un cadre de la Comatec (1) à l'encontre d'un travailleur immigré venu se plaindre des mauvaises conditions dans lesquelles il doit effectuer son travail.

Mais derrière cette provocation raciste qui a mis le feu aux poudres, les nettoyeurs du métro entendent bien dénoncer l'incompétence de la Comatec à assurer le nettoyage du métro depuis sa mise en place par la R.A.T.P. le 1^{er} janvier 1986, la restructuration du secteur, la robotisation et les 630 suppressions d'emploi qui en découleront d'ici quelques années.

Quant à l'attitude antisyndicale de la Comatec, qu'on en juge : le 6 mai 1986 une lettre recommandée avec accusé de réception est envoyée à M. Amrouche (secrétaire du C.E.) lui reprochant ses absences de son poste de travail. « Votre dernière absence, non justifiée par une convocation officielle à une réunion du C.E., a été constatée le 5 mai 1986 dans l'après-midi (...). En conséquence et conformément à la législation en vigueur, nous vous confirmons un blâme. » Après vérification, il s'avère que, si M. Amrouche était effectivement absent de son poste de travail ce jour-là, c'est précisément parce qu'il assistait M. B. dans les bureaux de la direction et qu'il était le témoin des insultes racistes proférés à son égard !

Qu'à cela ne tienne, le 12 mai une nouvelle lettre recommandée signifie alors à M. Amrouche une « mise à pied conservatoire durant la procédure de licenciement pour faute lourde » pour avoir « tenu des propos diffamatoires à l'encontre de M. Vigouroux » (il s'agit en fait d'un tract diffusé le 6 mai et dénonçant les propos racistes dont celui-ci est l'auteur...).

Après dix jours de grève massivement suivie à 95%, les nettoyeurs décidaient en assemblée générale de reprendre leur travail le 16 mai après la signature d'un protocole d'accord entre la Comatec et la C.F.D.T. qui, s'il ne peut être considéré comme entièrement satisfaisant, offre tout de même certaines garanties quant à la reconnaissance du droit syndical, la levée des sanctions pour faits de grève et l'engagement de négociations quant à l'aménagement des conditions de travail et la formation professionnelle.

La « trêve » n'aura pas duré très longtemps et dès le 20 mai, la Comatec reprenait ses agissements antisyndicaux en convoquant le jour même un C.E. (bien que la convocation soit

nion, il a épuisé l'ordre du jour de la réunion du 25 avril ». Il déclarera également que le « projet de règlement intérieur de l'entreprise a été adopté lors de cette réunion » (2) (Ben voyons !)

De même, à compter de ce jour les lettres recommandées vont tomber régulièrement : avertissements, blâmes et six demandes de licenciement avec mise à pied conservatoire pour « insultes et menaces de mort »... Petite astuce de terminologie que la Comatec s'est empressée de saisir puisque d'après les termes mêmes du protocole d'accord de fin de grève, si les sanctions pour faits de grèves sont annulées, en revanche elles sont maintenues en cas de voies de fait ou de menaces de mort... Il suffisait d'y penser !

Les nettoyeurs bien décidés à ne pas céder

Il va sans dire que cette série de nouvelles provocations de la part de la Comatec n'aura rien fait pour calmer le climat social déjà tendu au lendemain de la reprise du travail. Quant à la violence, si on ne peut nier qu'il y en ait eu au cours de ces dix jours de grève, force est de constater qu'elle n'a pas été le fait des seuls grévistes. Loin de là, puisque certains d'entre eux se sont d'ailleurs retrouvés hospitalisés. La seule différence (et elle est malheureusement de taille) c'est que la violence des uns a pu se déchaîner en toute impunité sous la protection et avec la complicité des forces de l'ordre, et n'a jamais fait l'objet de sanctions !

L'inspecteur du travail, chargé de se prononcer sur les six demandes de licenciement (comme le prévoyait le protocole) a décidé d'accepter le 11 juin le licenciement de Kada Djilali pour voies de fait, tout en reconnaissant en préalable « que le constat d'huissier en date du 12 mai ne prouve nullement qu'il a entravé la liberté du travail ». Le lendemain même, une lettre recommandée de la

Comatec signifiait à Kada Djilali son licenciement. Précipitation encore une fois à « sens unique » puisque les autres salariés dont le licenciement a été refusé par l'inspecteur du travail attendent encore qu'on leur notifie leur réintégration dans l'entreprise et la fin de leurs mises à pied conservatoire...

Le 16 juin, une assemblée générale se tenait à la Bourse du Travail pour décider de la reprise ou non de la grève. Le Monde libertaire du 19 juin faisait d'ailleurs état d'une reprise imminente du conflit compte tenu de la tension extrême qui régnait parmi les nettoyeurs du métro, bien décidés à ne pas accepter un seul licenciement. Si, effectivement, la grève n'a pas été votée ce jour-là c'est uniquement parce que la C.F.D.T. a voulu « temporiser » en engageant des négociations au niveau du ministère du Travail auquel elle a lancé un ultimatum pour qu'une issue favorable soit trouvée au plus tard le samedi 21 juin à 16 h. Passé cette date en effet, les militants C.F.D.T. craignent ne plus être en mesure de maîtriser quoi que ce soit, car comme ils l'ont annoncé au cours d'une conférence de presse qui a suivi l'assemblée générale : « Il serait vain de vouloir raisonner avec des hommes que l'on coince le dos au mur... ».

De fait, la situation à l'heure actuelle semble pour le moins bloquée. En cas de reprise du conflit, celui-ci risque de prendre une tournure « violente » qui permettra à la Comatec de préparer de nouvelles « charrettes ». (Est-il utile à ce propos de rappeler que 95% des nettoyeurs du métro sont des travailleurs immigrés et que le sieur Pasqua (cf. p. 5 de ce M.L., N.d.R.) se penche actuellement avec beaucoup d'acharnement sur le sort qui pourrait leur être réservé pour « trouble de l'ordre public ».) D'un autre côté, en cas de non-reprise la Comatec pourrait également profiter de la démobilitation des nettoyeurs pour reprendre très rapidement sa politique répressive et antisocial (suppressions de postes, no-respect du droit syndical, etc.).

Quoi qu'il en soit, et quelle que soit l'issue de ce conflit, une victoire sera toujours à mettre à l'actif des nettoyeurs du métro : celle d'avoir refusé de baisser les bras devant les multiples attaques et provocations dont ils ont été l'objet, et d'avoir lutté jusqu'au bout pour faire entendre leur voix et respecter leurs droits... On espère que ce ne sera pas la seule !

LILIANE

(« Chronique syndicale »)

(1) Comatec : société de sous-traitance assurant le nettoyage du métro depuis le 1^{er} janvier 1986.

(2) Extrait du procès-verbal de la séance du 20 mai 1986.

La F.E.N. en lutte ?

EN cet après-mars 1986 où tout le monde subit les contre-coups de la politique « moderniste » du gouvernement précédent, une mini-bombe a éclaté : la F.E.N. voudrait élargir son champ syndical. Traditionnellement, la structure syndicale de l'enseignement restait unitairement sur son terrain ; mais s'il faut en croire le *Matin* du jeudi 19 juin : « la décision est prise : la centrale enseignante devrait disparaître dans les prochains mois et renaître sous forme de confédération avec dans ses rangs des syndicats non fédérés proches des socialistes. Objectif : un doublement des effectifs ».

Qui serait partie prenante de cette restructuration que l'on

peut clairement qualifier de politicienne ? Tout d'abord la F.A.S.P. (Fédération autonome des syndicats de police), la F.A.T. (syndicat autonome de la R.A.T.P.), la F.G.A.A.C. (syndicat autonome de la S.N.C.F.), la F.G.S.O.A. (salariés des organisations agricoles), le Syndicat national des journalistes, le S.N.C.T.A. (contrôleurs aériens)... Bref, si tous ces syndicalistes émérites se regroupent, cela amènerait la nouvelle confédération à environ 800 000 adhérents, soit le double des effectifs actuels. Si ce tour de passe-passe politico-syndical marche, le paysage social français sera-t-il vraiment bouleversé ?

Dans toute cette affaire, les syndiqués et les structures de

base n'auront pas eu grand-chose à dire. Comme on dit souvent, la décision a été prise « autre part » que dans les structures syndicales ! Il est assez croustillant de lire dans l'*Humanité* du 21 juin, sous le titre « Le P.S. veut s'offrir un syndicat », une défense de l'indépendance syndicale définie dans la Charte d'Amiens...

L'O.P.A. menée par le Parti socialiste dans les années soixante-dix, avec les Assises pour le socialisme, afin de constituer avec la C.F.D.T. une base sociale pour l'accession au pouvoir, n'ayant pas entièrement porté ses fruits on ressort les vieilles marmites ! La future « confédération » reproduirait le schéma social-démocrate que l'on connaît

bien outre-Rhin. La recomposition du paysage syndical telle que la veulent P.S. and co., c'est l'abandon des concepts du mouvement ouvrier français, même le peu qu'il en reste aujourd'hui dans les centrales concurrentes.

Le but à atteindre n'est pas la constitution d'un nouvel outil de lutte pour un plus grand nombre de salariés, mais plutôt celle d'un complexe politico-syndical qui servirait de caisse de résonance au P.S. La courroie de transmission cuvée 86 vient d'arriver !

On espère que les cochons de payeurs de cotisations syndicales à la F.E.N. vont très vite faire entendre leurs voix...

F. BERNARD

Radio-Libertaire
89.4 MHz
Paris

IMMIGRATION

Mesures et réactions

NOUS avons déjà évoqué dans le *Monde libertaire* n°623 (12 juin 1986) les préparatifs du gouvernement à propos des immigrés. Le 11 juin 1986, le Conseil des ministres a adopté le projet de loi Pasqua « *relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France* ».

Ce projet écarte pour l'instant le statut des réfugiés politique (droit d'asile) et la révision du code de la nationalité. Comme l'indique l'intitulé, ce projet gouvernemental — profondément liberticide et réactionnaire — s'attaque entre autres à la carte de séjour et aux conditions d'expulsion).

Selon l'art. 15 la carte de résident est délivrée « *sauf si la présence de l'étranger constitue une menace pour l'ordre public* ». C'est un véritable délit d'intention. Si un immigré est absent pour au moins une année du territoire national, il devra refaire toutes les démarches.

La catégorie des immigrés non expulsables a fondu comme une peau de chagrin. Par exemple, l'art. 25 prévoit l'expulsion d'un mineur dans le cas « *où les personnes qui subviennent effectivement à ses besoins font elles-mêmes l'objet d'une mesure d'expulsion ou de reconduite aux frontières et si aucune personne résidant régulièrement en*

France n'est susceptible de subvenir à ses besoins ».

Peut être expulsé un étranger (homme ou femme) marié(e) à une Française (ou à un Français) dont la communauté de vie des deux époux n'est pas effective... La totalité du projet mériterait une lecture attentive, mais faute de place nous ne citons que ces quelques exemples.

Des actions communes se préparent

Deux appels ont été diffusés, l'un, « *Appel à tous ceux que leurs libertés intéressent* », après que le projet de loi fut avalisé par le Conseil des ministres, l'autre publié dans le *Monde* du 20 juin 1986.

Tous deux mettent l'accent sur le risque de perte de certaines libertés individuelles garanties à chaque citoyen et dénoncent la criminalisation de l'immigré qui tend à montrer que l'immigration c'est à la fois l'insécurité et la clandestinité. De plus « *la suspicion à l'égard des étrangers* » sera « *élevée au rang de loi* ».

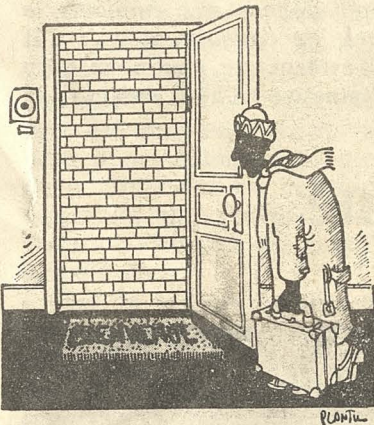
Il faut noter que le premier appel a été signé par des organisations syndicales, politiques et des associations. L'appel du *Monde* rassemble une grande partie des associations de soutien à l'immigration. Cette unité est importante compte tenu des divisions profondes.

Grève de la faim à Lyon

Deux membres des Jeunes Arabes de Lyon et de sa banlieue (J.A.L.B.) ont commencé mercredi 18 juin une grève de la faim illimitée pour protester contre la politique du gouvernement à l'encontre des immigrés (en particulier à propos des art. 15 et 25, voir ci-dessus). Ils ont reçu le soutien de toutes les organisations travaillant dans le domaine de l'immigration.

Les J.A.L.B. ont choisi cinq personnalités qui doivent mener les négociations avec Chirac. Un certain nombre d'initiatives de soutien sont et seront organisées en France (week-end ou semaine de jeûnes...).

Cette grève de la faim, qui pourrait sembler sonner le glas d'une campagne, est dans ce cas précis une amorce de recomposition d'un mouvement très divisé.



Ce qui se dessine à travers ces mesures c'est la volonté gouvernementale de renforcer la répression et le contrôle social (par exemple, une partie des prérogatives judiciaires sont transférées à l'administration ou à la police) qui sont le pendant d'une politique économique libérale.

Au niveau de la riposte, en plus du caractère spectaculaire de certaines manifestations, il faut agir afin de préser-

ver et surtout renforcer le tissu associatif qui s'est construit depuis quelques années, tout en sachant que ce n'est pas la panacée ; ce qui importe c'est de constater une volonté des gens à s'auto-organiser concrètement. Notre objectif doit être de pénétrer au plus profond du tissu social afin de briser l'idéologie sécuritaire.

**PÉPÉ CARVALHO
ET NESTOR BURMA**

COMMUNIQUÉ

LE projet de loi adopté par le gouvernement, concernant la position des immigrés et des réfugiés politiques en France, crée une situation d'insécurité totale en renforçant les pouvoirs des administrations, et en supprimant toute garantie judiciaire.

La situation des immigrés, laissée au bon vouloir de la police, devient totalement aléatoire et fait que ces derniers se trouvent aujourd'hui en position de suspects potentiels.

Après les mesures du plan sécurité, visant à faire de tout un chacun un terroriste en puissance, le gouvernement n'hésite plus à appliquer des mesures démagogiques voulant répondre ainsi à la campagne xénophobe et raciste de ces derniers mois.

La Fédération anarchiste tient à dénoncer le caractère dangereux et raciste de ce projet de loi qui constitue une régression importante des libertés individuelles.

A l'annonce de celui-ci, des initiatives de riposte ont commencé, notamment une grève de la faim à Lyon, menée par les Jeunes Arabes de Lyon et sa banlieue. La Fédération anarchiste, bien que ne préconisant pas ce type de lutte contre une politique globale de répression, les assure de son soutien.

Face au délire sécuritaire et xénophobe du gouvernement, la Fédération anarchiste tient à souligner le danger de la montée d'un Etat policier, entend réagir face à la répression et assure de son entière solidarité la population immigrée.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Les anarchistes et le service public

LE Conseil des ministres a donc entériné le projet Léotard qui prévoit la privatisation de T.F.1. Grèves, manifestations, comités de soutien, pétitions signées par dizaines de milliers, se succèdent depuis déjà plusieurs semaines pour dénoncer cette atteinte au service public.

Une fois de plus, nous, militants anarchistes, sommes confrontés au douloureux problème de l'attitude de notre mouvement face à la notion de service public sous contrôle de l'Etat, au moins d'Etat, à la privatisation. Et ce problème de la privatisation de T.F.1 rejoint à certains égards le vif débat qui a traversé le mouvement libertaire à propos de l'école privée il y a quelque temps.

Défense des acquis

Comme militants impliqués dans la réalité sociale, dans le monde du travail, nous savons bien ce que la fonction publique représente comme avantages au niveau couverture sociale pour les salariés, pour les droits sociaux. De même, le service public n'est pas, ou est moins assujéti (selon les secteurs), que le privé à la notion de rentabilité et offre donc des garanties pour l'emploi du personnel titulaire.

Ces raisons font bien évidemment s'impliquer tout militant dans le combat pour le maintien du statut de service public, comme à T.F.1, ou pour l'extension de celui-ci, comme pour une partie des enseignants du privé.

Les militants anarchistes travaillant dans la fonction publique participent à ce combat. Pour autant, la démarche libertaire est de construire une société sans Etat, où l'on puisse considérer l'ensemble de la production comme un immense service public, mais géré par les travailleurs et non par l'Etat.

Il peut donc apparaître contradictoire de développer d'un côté une analyse critique de la société sous domination étatique et de se battre d'autre part pour mainte-

nir ou développer, même indirectement, l'influence et les pouvoirs de l'Etat. Et nous sommes souvent soumis à ce genre de critiques lorsque nous avons à participer à ce type de luttes relatives à la défense du service public.

Mais la société que nous envisageons n'est pas une société avec le moins d'Etat possible, notion chère aux libéraux purs et durs. Le « moins d'Etat », c'est l'Etat qui se charge des fonctions répressives de la société capitaliste (armée, police, justice...) et qui confie au patronat la gestion de toutes les activités économiques, sociales, culturelles. C'est le programme de tous les malades de la compétition, de l'élitisme, du plus fort gagne.

Dans ce sens, nous pensons effectivement que le service public, tel qu'il est conçu dans un certain nombre de pays occidentaux, dont la France, est un moindre mal dans le cadre de la société capitaliste.

Si nous sommes partisans d'une révolution globale qui touchera l'ensemble du tissu social, économique, humain, nous n'en sommes pas pour autant idiots au point de rejeter les acquis qui ont pu être arrachés dans les domaines des droits des travailleurs et c'est encore dans le service public qu'ils sont les plus étendus, ce qui n'en fait pas la panacée pour autant, bien évidemment.

La télévision est à nous ?

Mais cette défense des statuts de la fonction publique ne sauraient nous faire dériver sur la justification de tout ce qui se fait dans ce service public et encore moins, cela va de soi, nous faire défendre l'Etat qui soutient l'édifice.

Dans ce sens, il est vrai qu'il est particulièrement choquant, pour ne pas dire comique, de voir un certain nombre d'intellectuels, de militants de gauche ou d'extrême gauche qui, hier encore, critiquaient le contenu la plupart du temps débile des programmes de T.F.1., venir aujourd'hui nous vanter la qualité de cette chaîne publique.

La télévision a été la cible, à juste titre, de nombreux pamphlets, analyses, critiques, la décrivant comme un instrument de propagande du pouvoir, comme un élément promoteur d'une sous-culture à la Guy Lux et à la Danièle Gilbert. On la retrouve aujourd'hui parée de toutes les vertus du monde !

De même, l'école publique fut désossée, décortiquée, par nombre de militants révolutionnaires pour démontrer le rôle important, sinon fondamental, qu'elle jouait dans la consolidation et la pérennité du système de classes. Et l'on vit il y a quelque temps un certain nombre d'entre eux chanter des louanges à la « laïque ». Soyons donc clairs, ou essayons déjà, par le débat, la confrontation, d'y voir plus clair dans ce sujet épineux pour notre mouvement.

Défendre les droits des travailleurs dans le cadre du service public, oui. Défendre la laïcité dans l'enseignement, oui. Défendre une chaîne de télévision pour qu'elle ne tombe pas entre les pattes à Hersant, pourquoi pas, mais arrêtons-nous là. Qu'on ne nous fasse pas réciter les slogans à la gloire de l'école publique ou signer des pétitions déclarant que « *la télé est à nous* » (heureusement qu'elle n'est pas à moi car ça me ferait bougrement honte de regarder mon récepteur le soir).

Il s'agit, à mon avis, de défendre des droits dans le travail, une conception du rapport de la production de biens ou de services au reste de la société, pas de défendre des contenus idéologiques. La défense du service public de l'audio-visuel, mais aussi ailleurs, peut constituer un levier pour réveiller des luttes syndicales et affronter ce pouvoir de droite dans le combat qu'il mène contre les acquis sociaux.

Alors défendons nos droits, mais sans défendre la leçon d'histoire ou de grammaire à la communale, la tronche à Mourousi ou... la prison d'Etat face aux futurs pénitenciers privés !

**PATRICK
(Gr. d'Angers)**

Les intertitres sont de la rédaction (N.d.R.).

NOUS connaissons aujourd'hui les grandes lignes du projet du ministre Devaquet concernant l'enseignement supérieur. Il fut présenté à la presse le 12 juin 1986 et est passé au Conseil des ministres du 25 juin. Cette loi sera vraisemblablement votée à l'Assemblée nationale au mois d'août malgré les dénégations du ministère.

Ce projet est très légèrement en retrait par rapport à la proposition Foyer (Cf. M.L. n°619, p.12, 15 mai 1986). Cette proposition de loi — vite retirée — et la confusion qui s'ensuivit avaient provoqué de multiples réactions dans les facultés de France. Nous vous présentons ci-dessous des comptes rendus d'actions dans plusieurs facultés (Bordeaux, Brest, Jussieu). Ces

actions ont été d'ampleur diverse mais, lors de la rentrée universitaire, la mobilisation risque d'être importante contre le projet de loi de la droite (voir article ci-dessous).

LA RÉDACTION

Les « grandes lignes » du projet Devaquet

POUR Alain Devaquet, ministre délégué chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (mais aussi ancien prof), la mission de l'université est double : « faire reculer les limites de l'inconnu » (la recherche scientifique) et transmettre un savoir et une réflexion par les enseignants et les chercheurs. La mission est noble ! Mais « notre » ministre n'a pas pu s'empêcher de faire sa réforme qui est en fait un véritable retour en arrière.

L'autonomie des universités est aujourd'hui la principale occupation du gouvernement. Mais, attention, pas n'importe quelle autonomie : celle-ci est financière, pédagogique et structurelle. A l'énoncé de cette déclaration de principe, on pourrait dire : pourquoi pas ? Mais pour la droite, l'autono-

mie est une notion très particulière.

Variations autour de l'autonomie

Bien que les diplômes nationaux soient maintenus (c'est-à-dire que tout diplôme de même niveau, mais d'universités différentes, est équivalent), le projet prévoit la possibilité de créer des diplômes d'université : une brèche s'ouvre...

L'accueil des étudiants est un problème crucial, tous les débuts juillet c'est la course aux places. Contrairement au projet du G.E.R.U.F. (« boîte à penser » sur l'éducation, très conservatrice), « le premier cycle (sera) ouvert à tout titulaire du baccalauréat ». Mais Devaquet déclare aussi, plus loin, que les

universités auront « la possibilité de définir les conditions d'accueil des étudiants ». Cette contradiction flagrante permet d'entériner le fait que certaines universités ou I.U.T. (Institut universitaire de technologie) sélectionnent dès l'entrée (dépôt de dossier, exigence de mention...). Les autres étudiants devant « galérer » pour trouver une place en fac.

Quant aux velléités de certains de créer des facultés privées (desir exprimé aussi bien à droite qu'à « gôche »), le projet de loi n'en fait pas mention. Et Devaquet réaffirme que l'« Etat seul, pour les étudiants, peut et doit voir loin. Seul il peut mobiliser suffisamment de ressources pour donner aux étudiants le socle de connaissances... ». Il est évident que, pour nous, cette alternative ne nous satisfait pas

(c'est le moins que l'on puisse dire !).

Les autres points abordés lors de cette conférence de presse furent :

- l'augmentation des droits d'inscription fixés cette année à 450 F (les années suivantes, les différentes universités auront « une marge de manœuvre » dans une fourchette de quelques centaines de francs : toujours le vague !);

- en revanche, l'entrée des mandarins dans les conseils d'université a été confirmée.

Le conseil scientifique, chargé des formations et des contrats de recherche, sera composé à 10% d'étudiants du 3^e cycle (préparation au doctorat), à 30% de « personnalités extérieures » représentant le « monde économique et social » (entre autres : le patro-

nat !) et à 60% d'enseignants (dont 40% de mandarins).

Le conseil d'administration sera composé, lui, de 15% de « personnalités extérieures » ; la proportion de représentants étudiants (ou prétendus représentants) sera elle aussi de 15% (comme dans la loi Savary) et 65% des membres de ce conseil seront des enseignants (avec toujours 40% de mandarins). Avec l'« autonomie » accrue des facultés, les mandarins et les patrons (s'ils forment un bloc) pourront gérer à leur guise les facultés.

Voici donc les différents éléments d'un projet à combattre et qui risque en plus d'être aggravé par le débat parlementaire.

CHRISTOPHE
(Individuel F.A. de la C.L.E.)

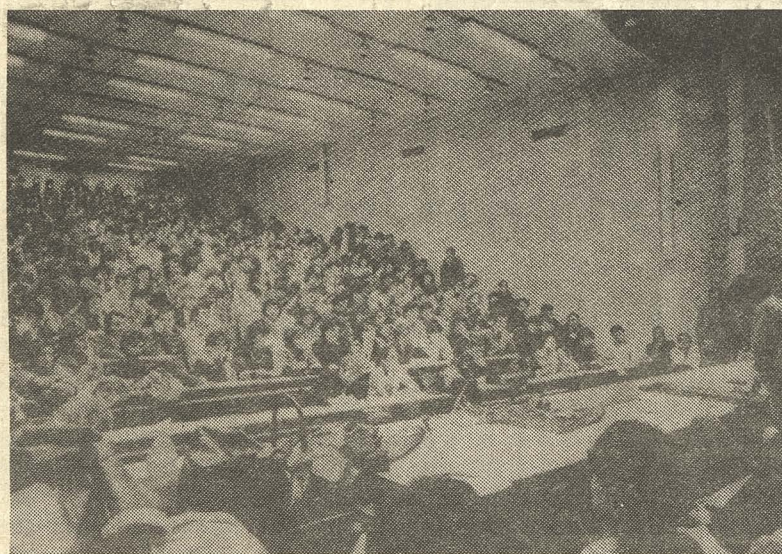
Mobilisation étudiante à Brest

ABREST, près de 2 000 étudiants et lycéens ont manifesté aux cris de « Non à la réforme ! », « Pas de sélection par le fric », « La fac pour tous », affirmant ainsi que la fac devait rester un service public.

La « privatisation » des facultés, mise à part l'inquiétude des étudiants, suscite la crainte parmi les professeurs qui voient leurs postes « défonctionnarisés » et parmi les lycéens pour lesquels l'obtention du bac ne suffirait plus pour entrer à l'université (examen d'entrée, sélection sur dossier, ou les deux peut-être ?). Cette réforme est une opération coup de poing du gouvernement pour affirmer son autorité. Elle amorce un processus de changement radical de la société en interdisant concrètement l'accès à l'enseignement supérieur aux enfants de travailleurs.

A Brest, la mobilisation des intéressés a été diverse : les étudiants ont été actifs et visiblement motivés contre l'augmentation des droits d'inscription. Les lycéens ont également bougé (environ 200), mais l'information s'est mal faite dans les lycées : on nous a souvent fermé les portes au nez (motif : pas de politique au lycée !), ce qui pose le problème de la stratégie à adopter pour faire passer l'information et pour mobiliser les lycéens...

Les profs de fac, quant à eux, ne sont pas très actifs malgré le soutien des syndicats aux étudiants. Il y a plusieurs raisons à cela : c'est la fin de l'année, les cours se terminent ; leurs syndicats les informent mal ; beaucoup pen-



sent que c'est « trop gros pour passer » (sic). A tous ces faits s'ajoute une démobilité syndicale qui ne date pas d'hier...

Stratégie de coordination...

Le principal problème du mouvement actuellement est l'absence de coordination au niveau national, qui semble pourtant se mettre en place mais avec la récupération politique qui s'en suit (1). Les syndicats étudiants sont-ils paralysés par l'inertie parisienne ou bien paralysent-ils l'action étudiante ?

On peut même parler d'absence de mouvement dans certaines facultés, surtout les plus grandes. Est-ce dû à des situations particulières à chaque université ou à une inertie face à des mesures qui les touchent moins ? Des étudiants ont peut-être été rebutés par la présence exclu-

sive des deux U.N.E.F., connues pour leurs orientations politiques. Cette crainte de la récupération n'a peut-être pas joué à Brest grâce à l'A.I.D.E. (2), syndicat réellement indépendant, ce qui pourrait expliquer la mobilisation brestoise (mille cinq cents à deux mille étudiants sur dix mille) pour une manifestation décidée à la hâte en deux jours.

Quoi qu'il en soit, cette affaire montre la nécessité d'une mobilisation massive de tous et de la création, à plus long terme, d'un mouvement syndical étudiant indépendant de tous les partis. Que nos gouvernants, passés et futurs, qui se veulent les « chevaliers » du réformisme ou du libéralisme sachent que nous refusons d'être leurs « serfs » !

F., M., C., F., B., Y.
(Brest)

(1) L'U.N.E.F.-S.E. (P.C.F.) appelait à une journée d'action nationale pour le 28 mai.

(2) Association indépendante de défense des étudiants, syndicat local.

BORDEAUX

Syndicats et mouvement étudiant

ABORDEAUX, tout avait bien commencé. C'est l'U.N.E.F.-Solidarité étudiante qui fut à l'initiative du mouvement. Les étudiants bordelais se sont d'abord mobilisés dans les campus lors d'assemblées générales quotidiennes (les amphithéâtres pleins) et par des occupations de locaux (bureaux, standards, etc.).

La grève a été proclamée et toucha Bordeaux-III (Lettres), Bordeaux-II (Sciences) et les I.U.T. Par la suite des actions dans la rue et dans les lycées ont été lancées. Les manifestations ont atteint jusqu'à trois mille personnes.

Les étudiants bordelais s'opposaient au désengagement de l'Etat dans le financement des universités, à la sélection par l'argent au moyen de l'augmentation des droits d'inscription, ainsi qu'au démantèlement des diplômes nationaux et à la remise en cause du bac comme titre d'accès à l'université.

C'est avec l'U.N.E.F.-I.D. que vont commencer les premiers signes de déclin. Cette organisation va d'abord appeler à des manifestations séparées. Puis, satisfaite des promesses de Devaquet (30% d'augmentation des droits d'inscription, c'est pas beaucoup pour eux), l'U.N.E.F.-I.D. appela à ne pas faire grève et à ne pas se joindre aux manifestations. Elle joua la division dans sa lutte de syndicat contre l'U.N.E.F.-S.E.. Celle-ci, contrôlée par l'U.E.C., forte de sa victoire contre l'U.N.E.F.-I.D., va s'efforcer de contenir la lutte dans les facultés, en misant sur des négo-

ciations avec le rectorat et le conseil d'université. Elle tira sur tout ce qui pouvait bouger, ne respectant même plus les décisions prises en assemblées générales.

Le mouvement « 136 »

Le mouvement « 136 » (collectif de militants de divers horizons, mais se retrouvant en accord sur beaucoup de luttes, sur l'autogestion et autour d'une cafétéria salle 136) s'est investi dès le début dans cette lutte et tentera jusqu'au bout de dynamiser un mouvement qui s'enlisait dans la routine.

Autour du groupe Pépin-Cadavre (F.A.), une dizaine de militants libertaires, membres du mouvement « 136 », va s'investir spécifiquement dans le collectif de presse du mouvement qui assure la parution des communiqués et des interviews auprès des médias locaux. Ce fut bien accepté par les étudiants, sauf par certains membres de l'U.N.E.F.-I.D. qui tenteront de (re)contrôler le collectif « Presse ».

Les promesses, la désillusion et les examens feront que, malgré les dernières actions spectaculaires (occupation de la gare, affrontement avec les C.R.S.), le mouvement s'est mis en sommeil en attendant la rentrée qui sera chaude. Le groupe Pépin-Cadavre, les libertaires et le mouvement « 136 », sans défendre l'université actuelle, se battra contre tout projet d'université de luxe ou d'usine à chômeurs.

FERNANDO
(Gr. Pépin-Cadavre)

RÉFORME UNIVERSITAIRE

Le point sur Jussieu

ALERTÉ par l'avant-projet de loi Foyer (dont la philosophie est de considérer l'université comme une entreprise) et différentes rumeurs, le collectif Jussieu de la C.L.E.A. appelait à une réunion sur la privatisation des facs mardi 13 mai. Seuls vinrent des membres des différentes organisations, syndicales et politiques, étudiantes. Néanmoins tous retinrent le principe d'un tract unitaire appelant à venir s'informer sur la « réforme » universitaire.

Après quelques péripéties (l'U.N.E.F.-S.E., communiste, se désengagea entre temps parce que le P.C.F. organisait un ras-

semblement sur le même thème), cette seconde réunion se tint vendredi 23 mai. Son seul intérêt consistait à amener des étudiants « inorganisés ». Une seule tête nouvelle se manifesta...

La L.C.R., qui anime une tendance de l'U.N.E.F.-I.D. (le P.C.I. en contrôlant une autre, majoritaire [1]) proposa à toutes les organisations de reprendre et faire signer l'« appel de Montpellier » sur le campus. Adopté le 29 avril, lors d'une assemblée générale de 1 000 personnes, à Montpellier, il signifie son désaccord à l'avant-projet Foyer. Deux points de cet appel ont retenu notre attention :

dans l'énumération des points de désaccord, il est fait mention de « la sur-représentation des professeurs de rang A (les « mandarins ») au détriment des autres catégories dans les conseils » et, enfin, l'appel se conclut par le mandatement de « représentants étudiants pour effectuer toutes les démarches contre la remise en cause des acquis ».

Sur le premier point rappelons que les élus étudiants, et autres, ne dépendent que de leurs organisations et de la hiérarchie universitaire. Nos positions anti-électorales ne se plaquent pas arbitrairement sur la « réalité ». A Jussieu, comme

sur les autres facs, les syndicats s'activent surtout lors des élections. Les deux U.N.E.F. n'ont pas, par exemple, empêché les droits d'inscription d'augmenter de 360% entre 1981 et 1985 (de 90 à 330 F, merci la gauche !). Il est vrai qu'à l'époque il ne fallait pas « casser la baraque » : les « copains » étaient au gouvernement. Même si les syndicats agissaient de manière plus efficace, nous dénoncerions les élections universitaires : les syndicats, par le jeu électoral, cautionnent un système autoritaire et hiérarchique qui déresponsabilise les usagers des facs. Ce n'est pas un hasard si nombre de politiciens ont fait leurs premières armes dans les syndicats étudiants.

Le second point porte sur la délégation d'action : l'assemblée générale s'en remet à l'initiative de « représentants » étudiants. Ainsi, tout risque de se terminer par une délégation au ministère... sans doute pour discuter entre personnes responsables. Ce genre d'action n'engendre évidemment pas la mobilisation. Ainsi cet appel a été adopté à Montpellier parce qu'une mobilisation préexis-

taut : 3 000 personnes ont manifesté et 1 000 se sont réunies en assemblée générale. A Brest, également 2 000 personnes ont protesté contre l'avant-projet de loi (voir article page ci-contre, N.d.R.). D'autres facs ont aussi réagi...

On nous objectera qu'il ne faut pas essouffler le mouvement, que c'est à la rentrée, lorsque l'avant-projet de loi passera à l'Assemblée nationale, qu'il faudra se mobiliser. Outre qu'il est hasardeux de spéculer sur la date du vote de la réforme universitaire, il est nécessaire de s'engager sur la voie d'une véritable mobilisation et non de se fourvoyer dans la récupération politicienne d'un mouvement naissant. Quitte à garder des munitions pour la rentrée.

Un exemple pour illustrer la confiance que l'on peut placer dans les syndicats : lors des premières discussions ceux-ci nous avaient assurés, gage de leur efficacité, qu'ils s'étaient dressés victorieusement contre toute augmentation des droits d'inscription. Or vendredi 23 mai, ils revenaient sur leurs déclarations et envisageaient une possible hausse... dans la limite de ce qui s'était fait les années précédentes. Comment espèrent-ils mobiliser à la rentrée si effectivement les droits d'inscription augmentent ?

L'argument-massue utilisé lors des discussions a été l'unité. Elle ne se pratique que s'il y a mobilisation : sinon il s'agit d'une unité d'état-majors. Elle sert à faire avaler les pires couleuvres. En province, des mouvements ont eu lieu. Paris bougera-t-il ? Sans doute la nécessité d'une coordination nationale se fera sentir. A Jussieu, le collectif de la C.L.E.A. ne tient plus à se faire piéger ; il lui faut repartir de zéro.

JÉRÔME (militant F.A. de la C.L.E.A. Jussieu)



(1) La quasi-totalité des étudiants du P.C.I. ont scissionnés et sont rentrés au P.S. (N.d.R.)

Grèves lycéennes dans la région rouennaise

L'ÉLECTION de membres du Front national, lors des législatives et des régionales de mars dernier, commence à avoir quelques répercussions. Pour le conseil régional de Seine-Maritime, suite à diverses magouilles avec le R.P.R. et l'U.D.F. (Lecanuet), certains membres du Front national se sont vu offrir des responsabilités et même des secrétariats.

Aussi lorsque les élèves des lycées André-Mauvois (Elbeuf) et Jeanne-d'Arc (Rouen) ont appris qu'un militant du F.N., Guilhem de Tarlé, allait siéger au conseil d'administration de leur lycée, la réaction ne s'est pas faite attendre. « On ne veut pas que le fascisme rentre à l'école » : lorsque les militants du F.N. venaient dans les lycées, auparavant, c'était pour bastonner les jeunes qui refusaient de prendre leurs tracts. Aujourd'hui s'ils veulent rentrer dans le conseil d'administration, c'est pour y avoir un certain pouvoir (voir plus loin).

Dans un premier temps, les lycéens font circuler une pétition dans la plupart des lycées de la région afin de « réviser cette nomination ». Le 30 mai, une première grève a lieu à Elbeuf, suivie par la moitié des élèves (250) et soutenue par les profs qui voient « une provocation dans la nomination de de Tarlé ».

Les réactions ne se font pas attendre, la presse locale (Paris-Normandie) voit dans cette action une manipulation des élèves par les profs de gauche et d'extrême gauche (alors qu'ils sont parfaitement autonomes), même chose pour les syndicats de parents d'élèves réacs (P.E.E.P.) ; un syndicat enseignant allant même jusqu'à reprendre les positions de de Tarlé (S.N.A.L.C.). Des contacts des plus fructueux se créent entre les deux lycées. Une nouvelle grève a lieu à Elbeuf et à Rouen le 6 juin, et les pétitions sont envoyées au conseil régional, au ministère de l'Éducation nationale et au rectorat.

Malheureusement, c'est l'époque du bac et le mouvement doit s'arrêter à cause des révisions et autres joyusetés. Les lycéens semblent tout de même prêts à reprendre le mouvement dès la rentrée, surtout que de Tarlé est là pour six ans. D'autre part, un autre lycée, à Vernon dans l'Eure, se trouve dans la même situation : la rentrée s'annonce houleuse.

Oui, mais...

Voir les lycéens se mobiliser contre le fascisme est plus qu'agréable, surtout qu'on disait le milieu plutôt apathique (en fait, ils sont toujours prêts à se mobiliser... contre le racisme, la faim, etc.), mais le problème n'est pas aussi simple. Si un militant du Front national a été nommé, on peut remercier le gouvernement précédent qui, sous prétexte de décentralisation, a ouvert les écoles aux élus locaux et

aux groupes de pression (sic) par l'intermédiaire des conseils d'administration.

Les conseils d'administration ont dorénavant des attributions pédagogiques, par exemple sur le choix des manuels scolaires ; les instituteurs et professeurs n'ont plus de contrôle sur les contenus des cours (alors j'avais raconté pas de qu'il en est du contrôle des élèves !).

Que ce soit un membre du F.N. qui siège au conseil d'administration est certes grave, et l'on se doute que sa conception de la pédagogie et de l'éducation va être répressive et ultra-sélective, mais le problème c'est que n'importe quel politicien peut avoir ce pouvoir. Combattre le fascisme d'accord, mais aussi toute intervention des politiciens dans les établissements scolaires et se poser des questions quant à la légitimité du conseil d'établissement.

JEAN-PIERRE LEVARAY

La Fédération anarchiste à la fac

VENDREDI 13 juin, en dehors d'être un vendredi 13 (pour ceux que cela tracasse), était aussi le jour d'une intervention inhabituelle à l'université de Paris-VIII (Saint-Denis). En effet, sur l'invitation de Jacques Lesage de la Haye, enseignant du département P.C.S. (« Pratiques cliniques et sociales »), et sur la proposition de certains étudiants, c'est la Fédération anarchiste, représentée en l'occurrence par Gaetano Manfredonia, qui est venue se coltiner les étudiants avides comme chacun sait de connaissances. L'information est passée par voie d'affiches, collées par le collectif C.L.E.A./Paris-VIII (1) et l'on pouvait noter la présence dans ce cours, en dehors des étudiants « régulièrement inscrits », d'autres têtes inconnues venant se renseigner.

Affluence record donc, voilà pour la forme. Et pour le fond ? Gaetano nous a brossé un rapide, mais complet tableau de l'émergence de la notion même d'anarchisme depuis son origine, précisant l'évolution de ce concept en suivant l'histoire du mouvement. Puis il y eut débat... Des questions, faudrait-il dire (on vient chercher la Connaissance, n'est-ce pas !). Questions centrées sur les notions d'enfermement, de la place de la folie, de l'idée de la famille pour les anarchistes. Questions évidemment en relation avec le thème de l'unité de valeur (aux frontières de la psychiatrie) et de l'identité des étudiants, futurs psychologues pour ceux qui seront très intelligents (!) (et riches également, entre autres). Quoiqu'il en soit, l'intérêt n'était pas feint.

L'expérience est à renouveler... car, savez-vous, que certains étudiants dont quelques-uns seront les futurs cadres de notre belle nation française n'ont jamais entendu parler d'anarchisme ? Ce n'est pas pas extraordinaire, me direz-vous ? Peut-être !

En tout cas, de notre côté, au collectif C.L.E.A./Paris-VIII, on essaye de remédier un peu à cet état de fait : collages d'affiches, tables de presse, débats en prévision avec des thèmes qui ne manquent pas, vous vous en doutez ! De la mise en place de quotas pour l'admission des étudiants étrangers à l'augmentation des droits d'inscription, en passant par l'impossibilité pour les étudiants-travailleurs de trouver des horaires de cours en soirée (Saint-Denis/Paris-VIII est l'ancienne faculté de Vincennes), ou l'examen de contrôle des connaissances obligatoire pour les étudiants non-bacheliers pour l'admission, etc. Il y a du pain sur la planche sans parler de ce qu'il y a à dire de l'anarchisme.

Par ailleurs, on sait bien que les étudiants qui nous représentent (si, si, ils y croient) ne changeront rien. Eux non plus ne changent pas, également ! De plus ils ont été totalement désavoués aux dernières élections universitaires : environ 3% de votants. « Ce qui semble indiquer, écrit un digne professeur, que les étudiants ont en ce moment d'autres préoccupations que la réforme ». Ah oui ? Ce prof soutient une liste d'étudiants auto-gestionnaires qui, pour nous apprendre à autogérer les luttes, se présente aux élections. Ça n'a pas l'air de les étouffer !

De toute façon les prochaines réformes auront peut-être lieu pendant les vacances scolaires. Comme ça, les « étudiants représentants des votants » pourront toujours aller voir ailleurs s'il fait soleil. Quant aux autres, le « occupons-nous de nos affaires » est drôlement d'actualité !

ERIC ZOLLA (Individuel F.A.)

(1) C.L.E.A. : Coordination libertaire des étudiants anarchistes.

Notre camarade Umberto Marzocchi

SAVONA, petite ville méditerranéenne d'Italie proche de la frontière française, a vu passer sous ses fenêtres le cortège qui emmenait notre compagnon Umberto Marzocchi au cimetière. Jamais les « Savonesi » n'avaient vu cela. Quelques centaines de personnes s'étaient réunies pour rendre hommage à cet homme exemplaire.

Le cortège défila en chantant *Addio Lugano bella* et *Figli dell'officina* jusqu'à la place Brennero, avant de rejoindre en voiture le cimetière situé à la sortie de la ville. C'était émouvant, tant par la tristesse que par la dignité qui émanait de ce rassemblement. Le cercueil était recouvert d'un drapeau noir au sigle de la F.A.I. (Fédération anarchiste italienne). Le cortège était hérissé de drapeaux pour la plupart anarchistes (parmi lesquels il ne pouvait manquer d'y avoir celui du groupe Pietro-Gori dont Umberto a toujours fait partie), mais il y avait également ceux d'organisations antifascistes où nombre d'anarchistes italiens sont présents : l'Associazione nazionale des partisans italiens (A.N.P.I.), l'Associazione nazionale des persécutés politiques italiens antifascistes (A.N.P.P.I.A.).

Combattant antifasciste

Sur la place, Claudio Venza (1) a retracé la vie d'Umberto. Vie militante bien remplie, vie d'un homme honnête et courageux, toujours sur la brèche, ce qui forçait le respect de tous, non seulement des anarchistes, mais aussi des autres composantes du mouvement ouvrier et antifasciste.

La vie d'Umberto est un roman. Né en 1900, à 17 ans il entre comme ouvrier à la Vickers-Terni à La Spezia et s'inscrit à l'Union syndicale italienne (U.S.I., anarcho-syndicaliste) où il devient rapidement un agitateur ouvrier actif. En 1920, durant l'occupation des usines, il prend part à l'occupation de l'arsenal. Il est l'un des fondateurs de l'Union anarchiste italienne (U.A.I., aujourd'hui F.A.I.).

En 1921, il participe aux combats de Sarzana, ville d'où les fascistes sont repoussés. A cause de son engagement anarchiste et antifasciste, il est poursuivi par les « chemises noires ». Il est obligé de se réfugier d'abord à Savona, puis en France où il dû vivre pendant longtemps clandestinement sous un faux nom.

En 1936, ses convictions le pousse en Espagne. Il occupe un poste de responsabilité dans la colonne italienne « Francisco-Ascaso » de la C.N.T.-F.A.I.



Une partie du cortège lors de l'enterrement.

(Confédération nationale du travail, Fédération anarchiste ibérique) sur le front d'Aragon. La contre-révolution triomphant, il rentre en France et prend rapidement contact avec la résistance française à Toulouse. Son combat contre le nazisme est la suite logique de sa lutte contre les fascistes italiens et espagnols. Il lutte pour la liberté et fait d'abord partie du maquis de la « Cruzette », puis forme avec des camarades espagnols de Saint-Girons et des socialistes de Toulouse le maquis « Bidon 5 ».

Militant anarchiste

A l'automne 1945, il retourne en Italie et se lance dans une propagande anarchiste très active. Il faut relancer le mouvement, alors il participe aux meetings et conférences, rédige des articles, etc. Comme organisateur infatigable, il est chargé de responsabilités à la Fédération anarchiste italienne. Durant plusieurs années, il est responsable d'*Umanita Nova*, organe de la F.A.I.

Mais cela ne lui suffit pas, il pense que les fédérations anarchistes nationales existantes doivent se fédérer. En 1968, il est l'un des fondateurs de l'Internationale des fédérations anar-

chistes (I.F.A.) dont il fût le secrétaire pendant plus de dix ans. Jusqu'à sa mort, il a travaillé au renforcement du mouvement anarchiste international organisé. Il ne se ménageait pas pour resserrer les liens déjà existants entre les fédérations française, espagnole, bulgare et bien sûr italienne. Il œuvrait en plus à la création d'organisations dans les autres pays. C'était le but de l'I.F.A., c'était aussi le sien.

Mais Umberto ne se battait pas seulement dans les organisations anarchistes. Les syndicats, mais aussi les associations antifascistes, le virent toujours prêt pour le combat contre la « bête noire ». Il était d'ailleurs le président de l'A.N.P.I. et de l'A.N.P.P.I.A. pour la province de Savona, et le vice-président de l'Associazione italiana des combattants volontaires antifascistes d'Espagne (A.I.C.V.A.S.).

Il n'est pas de lutte pour le bien-être et le respect de l'être humain qui n'ait eu son soutien. Le syndicalisme, l'antimilitarisme, etc. A la fin de 1970, il est un des promoteurs de la Ligue pour le désarmement unilatéral de l'Italie. Sa dernière détention date de 1977 et se situe en Espagne. Il participait à une réunion pour la reconstruction de la Fédération anarchiste ibérique.



Au cours d'un meeting, à Ancone, le 18 décembre 1955.



Au syndicat C.G.I.L.

Jusqu'en 1983, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de 83 ans, Umberto voyagea pour le mouvement. Il allait partout où on le demandait. Il a toujours su accorder la réflexion et la parole aux actes. Il montrait l'exemple car il n'avait pas l'âme d'un bureaucrate.

Mais, et Paolo Finzi l'a très bien rappelé lors de son beau discours au cimetière, Umberto été avant tout un homme qui vivait en harmonie avec ses idées. Il n'était pas seulement un militant anarchiste, c'était un anarchiste. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si dans sa famille, la plupart sont anarchistes et que les autres respectent nos idées. Il était aimé et respecté non seulement à cause de ses connaissances, mais surtout parce qu'il était intègre et généreux. Sa maison était ouverte à tous sans distinctions, et il en a vu passer du monde. Des militants de tous les coins du globe venaient s'entretenir avec lui. Chaque fois, il les interrogeait sur la vie dans leurs pays respectifs et où en était le mouvement anarchiste.

Ceux qui l'ont connu se souviendront de l'accueil que l'on recevait chez lui, accueil chaleureux qu'il avait su communiquer à sa famille, accueil sans conditions qu'il rendait enrichissant par ses discussions.

RELATIONS INTERNATIONALES

(1) Claudio Venza, historien et militant de la F.A.I., travaille sur une biographie de Marzocchi.

A propos de Malatesta

JE crois fermement que la propagande de Errico Malatesta (1) à son époque est d'une évidente actualité aujourd'hui, et qu'il ne reste pas d'autre alternative, aux régimes autoritaires et dictatoriaux ainsi qu'aux peuples las des guerres et du sang que l'alternative libertaire.

La révolution n'est pas le terrorisme. Entendue dans le sens plus vaste et scientifique elle n'est qu'un moyen pour que la finalité triomphe. La violence organisée ne pourra jamais être le contenu philosophique de l'anarchie, parce que la violence est précisément le substrat du pouvoir politique, lequel, sous n'importe quelle forme qu'il se camoufle, sera toujours la tyrannie de l'homme par l'homme. (...)

C'est alors que nous avons senti toute l'injustice d'une société divisée en puissants et dominés, en riches et déshérités, toute la douleur de ceux qui souffrent dans l'angoisse et dans l'horreur

d'une situation inhumaine. Suivant l'enseignement de nos précurseurs, et de Malatesta en particulier, nous sommes devenus anarchistes. Car l'anarchisme, de révolte de l'individu, est devenu révolte et protestation collective contre l'Etat et recherche d'une société libre, une société sans gouvernement, sans violence ni de classes, ni de partis, ni d'hommes (...).

A cet essai d'une société nouvelle, où les êtres humains sont plus solidaires et heureux, s'opposent les classes conservatrices et leurs gouvernements, qui légalisent et défendent avec la propriété privée les privilèges qu'elle confère, l'exploitation qu'elle légitime. Le gouvernement n'étant pas autre chose qu'une filiation de l'Etat, et l'Etat une concentration de nombreuses fonctions de la vie sociale dans les mains de quelques hommes qui peuvent disposer de la vie et de la mort de la société, la lutte pour la

mise en commun des richesses et des instruments de travail, doit être aussi lutte contre l'Etat, quelle que soit sa formation et sa couleur. Mais la lutte contre le capitalisme et l'Etat ne pourra être gagnante que par la révolution sociale, et pour que la nouvelle vie sociale puisse s'organiser pleinement, il faut qu'elle s'étende internationalement : nous, anarchistes, sommes donc anti-étatiques, révolutionnaires et internationalistes.

Cette conception de l'anarchisme, propagée par Malatesta, est toujours actuelle. Son rôle historique continue, tandis que l'éthique anarchiste gagnée toujours davantage les esprits et les cœurs des nouvelles générations vers une société libertaire.

UMBERTO MARZOCCHI

(1) Ce discours a été prononcé le 18 juillet 1982, à Ancone, lors de la célébration du cinquantième anniversaire de la mort de Errico Malatesta.

ALLEMAGNE

Nouvelles du front

PAS une semaine ne se passe en R.F.A. sans un quelconque incident depuis l'automne 1985 quand, à la suite de la mort de Günter Sare au cours d'une manifestation antifasciste, ont eu lieu un peu partout des affrontements plus ou moins violents. Par la suite, le raid américain contre la Libye et la catastrophe de Tchernobyl ont provoqué une continuité des protestations à tous les niveaux.

Les « désordres » violents se manifestent bien évidemment surtout dans les grandes villes, mais aussi dans les petits villages où se trouvent une centrale nucléaire en activité ou en construction. Ainsi

ont eu lieu à Pâques et à la Pentecôte des incidents graves entre police et manifestants



tants contre le projet de surgénérateur à Wackersdorf, en Bavière. La police a employé

des gaz lacrymogènes et le gaz C.S., qui est interdit dans la plupart des « Länder » de R.F.A.

Ne tardant pas à réagir, le gouvernement bavarois menaçait de changer la loi sur les manifestations. La deuxième manifestation fut plus violente que la première : une part de la barrière autour du chantier fut détruite, plusieurs voitures incendiées ; à l'emploi abondant des grenades lacrymogènes et C.S. s'est ajouté l'engagement d'un groupe spécial « antiterroriste » contre les manifestants « autonomes », qui sont considérés et traités comme des terroristes, à tel point qu'une prime est offerte pour leur capture. A la suite de ces événements, les politiciens de droite (C.S.U., C.D.U.) ont exigé l'emploi des balles en caoutchouc et d'autres armes de distance.

De même, à Berlin, les affrontements se radicalisent de plus en plus. Après le raid américain en Libye, les dégâts

dans la ville se sont élevés à 1,5 millions de marks, ce qui a été suivi de l'interdiction de toute manifestation dans le centre de la ville. L'accentuation de la répression s'est récemment illustrée à Berlin par une descente de police sur le « Mehringhof », un collectif de magasins alternatifs et de locaux de la « liste alternative », des anarcho-syndicalistes de la F.A.U. et d'autres.

Les grandes manifestations du 7 juin à Brokdorf et Wackersdorf montraient une agressivité sans précédent de la part de la police contre les 40 000 manifestants. Le lendemain, il y avait 800 arrestations à Hambourg.

On peut constater que la situation politique allemande

s'oriente vers une répression de plus en plus brutale de la part de l'exécutif afin de supprimer toute résistance à l'Etat et à la politique nucléaire. On est en train de préparer de nouvelles lois répressives et de légaliser l'emploi des balles en caoutchouc.

Cependant, tandis que le mouvement de protestation prend de l'ampleur, les différents courants qui le constituent risquent fort de se perdre dans des manifestations, des réunions-débats qui sont organisés sans qu'on ait le temps de discuter également à un niveau théorique d'une stratégie commune.

REL. INTERNATIONALES
(D'après « Die Knastrupe Group »)

ESPAGNE

Barcelone : exposition « L'anarchisme et la guerre civile 1936-1939 »

LE 50^e anniversaire de la révolution espagnole suscite de multiples initiatives de commémorations, témoins de l'intérêt que soulève cet anniversaire. Pour l'instant, seules se sont déroulées des séries de conférences se contentant d'envisager la question sous son angle intellectuel, comme le cycle récent sur Garcia Lorca et Federico Vrales. L'Université centrale n'a pas été en reste.

A mesure que s'approche la date fatidique du 19 juillet, les projets se multiplient. Ainsi la fédération locale de Barcelone et le comité régional de Catalogne de la C.N.T.-A.I.T. se préparent activement. Leurs célébrations se dérouleront en deux temps (juin-juillet et septembre-octobre).

Nous ne connaissons pas encore le détail des festivités, mais elles comporteront de multiples aspects : projection de films, théâtre, débats... La première phase culminera avec un meeting central le matin du 19 juillet dans l'enceinte des Atarazunas de Barcelone.

D'autre part une exposition sur la guerre civile et la révolution a été inauguré le 16 juin et elle ne fermera ses portes que le 20 juillet. Elle est organisée par l'Athénée encyclopédique populaire à la Casa de l'Ardiaca, à l'Institut municipal d'histoire (Barcelone).

Relations internationales

ALLEMAGNE

Soutien à R. Szatkowski

NOUS avons évoqué dans le *Monde libertaire* n°616 le cas de Roger Szatkowski qui est détenu depuis décembre 1985 à Berlin. Voici les dernières nouvelles le concernant. Sa peine de deux ans ferme a été réduite à un an et cinq mois au cours du procès en appel.

On essaye encore d'obtenir qu'il soit libéré une fois les deux tiers de la peine accomplis. Apparemment, il n'est pas menacé d'extradition (sinon cela le ferait passer d'une taule à l'autre car une condamnation par défaut l'attend en France).

Il reçoit bien les lettres, livres et journaux qu'on lui envoie comme cela avait été demandé dans le M.L. C'est pour lui une aide morale utile et indispensable car il est Français et reste assez isolé malgré le soutien allemand qui s'est constitué à Berlin. Pour la continuité du soutien : Roger Szatkowski, 1 Berlin 21, Alt Moabit 1200, R.F.A.

RELATIONS INTERNATIONALES

ITALIE

Une proposition d'organisation spécifique

LA constitution de groupes anarchistes sur une base affinitaire semble être une des conditions indispensables pour former ce type de structure anarchiste spécifique, qui peut constituer le point de départ d'une insertion dans les luttes sociales.

Un des problèmes les plus difficiles que les anarchistes ont du affronter au cours de leur histoire était de savoir quel type d'organisation choisir dans les luttes.

A la différence des marxistes, il n'y avait pas de schéma stable et défini d'organisation, les anarchistes se sont souvent demandés quel pouvait être le modèle d'organisation idéale qui, sans éliminer les différences et les diversités existantes, pouvait être en mesure de contribuer efficacement à la lutte contre le pouvoir et l'exploitation.

Les modèles, les analyses, les sigles, les polémiques, les scissions ont toujours fait partie de

l'histoire de notre mouvement. Aux extrêmes se sont placés, d'une part les individualistes qui ont refusé tout modèle de rapport stable, d'autre part les partisans d'une structure permanente, dotée d'un programme stable au moment de sa constitution.

Ces deux formes d'organisation, délimitées schématiquement dans ce cadre, présentent des caractéristiques qui, d'un point de vue révolutionnaire, sont critiquables.

En effet, en ce qui concerne les individualistes, qui lorsqu'ils déterminent et frappent les objectifs des ennemis de classe, se retrouvent dans une position de respect, par rapport aux composantes, qui à ce moment-là ont été les plus combattives, rendant ainsi leur action réalisée incompréhensible et vidée de tout contenu.

A l'inverse, ceux qui soutiennent la nécessité d'une organisation permanente attendent sou-

vent que la classe exploitée soit d'une consistance importante pour donner des indications sur les moyens d'affronter les ennemis de classe.

Ainsi les premiers réalisent des actions qui dépassent le niveau de leur engagement, et les seconds se placent en amont des réalités.

Ainsi un des motifs qui détermine cette carence d'intervention dans la réalité est du, à notre avis, à un manque de perspectives. Il est clair que personne ne connaît la méthode réelle pour le dépasser, nous voulons simplement montrer les limites de tel ou tel modèle d'organisation et trouver d'autres alternatives.

Les groupes affinitaires sont une de ces alternatives. Il s'agit néanmoins d'expliquer ce que ce terme « affinitaire » recouvre. En effet, celui-ci se confond avec la notion de sentiment. Bien que ceux-ci ne soient pas

réellement séparés, ces deux termes ne doivent pas être pris comme synonymes. On peut avoir pour compagnons des individus avec lesquels nous avons des affinités, mais où il n'y a pas de réelle sympathie, et à l'inverse des individus avec qui nous n'avons pas d'affinité, mais où les relations reposent sur la sympathie, pour des motifs différents.

La connaissance de l'autre est un processus qui se situe dans un cadre plus ou moins profond, et dépend des circonstances et des objectifs, sur lesquels nous voulons nous rejoindre (...). Ce qui est important d'approfondir et de connaître réellement sont les réflexions que peut avoir le compagnon sur les problèmes sociaux et sur la réalité de la lutte de classe, quels sont ses moyens d'intervention, quelles méthodes sont à utiliser dans certaines occasions, et quelles sont ses convictions profondes sur des problè-

mes particuliers. Il est préférable que cette mise au point soit faite dès le départ, afin d'éviter que les rapports se construisent sur des confusions.

Une fois les choses essentielles clarifiées, le groupe ou les groupes affinitaires sont pratiquement formés. Il arrive parfois que des camarades procèdent d'une façon inverse, préférant se retrouver d'abord sur une action ou une activité commune, puis procéder ensuite aux éclaircissements nécessaires.

Le groupe affinitaire se retrouve plus soudé dans l'action si, effectivement, au départ, il y a eu une clarification d'analyses, et peut ainsi constituer un point de référence pour la lutte, au travers d'un journal, d'un moyen de base ou d'autres structures et intervenir plus efficacement dans la lutte de classe.

Relations internationales
(D'après « Anarchismo »)

L'ORSQU'ON évoque le partage de l'Europe entre alliés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, on tait généralement la réaction des populations. Les massacres nazis auraient laissé les pays exangues au point d'accepter passivement les nouveaux régimes. C'est là une erreur.

A l'Ouest comme à l'Est (plus généralement), il y eut des résistances. Nous verrons dans cet article celle des anarchistes dans les pays occupés par l'Armée rouge. Parfois, elle n'eut pas le temps de naître. Ainsi des anarchistes albanais déportés aux îles italiennes (1) furent liquidés par les communistes dès leur retour. Mais cela n'a pas toujours été aussi facile.

Allemagne

En 1945, l'Allemagne se trouve divisée en plusieurs zones d'occupation. A l'Ouest, des militants dont Otto Reimers (une des figures de la reconstruction) doivent attendre jusqu'en 1947 l'autorisation de constituer une organisation. La situation était pire en zone soviétique.

A Zwickau, en Saxe, des ouvriers ayant échappé au nazisme (six, au total) tentent de s'organiser. C'étaient des militants de l'Union générale des travailleurs. En utilisant le fichier d'abonnés mis en sécurité depuis 1933, ils battent le rappel des personnes sûres. Dès l'été 1946, les anarchistes disposent de plusieurs cercles en Allemagne de l'Est et correspondent même avec l'Ouest.

Un des militants, Willi Jelinek, combat avec vigueur tout « Front de gauche », une manœuvre de l'U.R.S.S. pour éliminer progressivement les opposants (2). Dans son usine Jelinek est nommé au conseil d'entreprise par 95% des voix ouvrières. Très vite il engage la lutte contre les communistes au sein de ce conseil. On lui ordonne alors de démissionner, ce qu'il refuse naturellement. Les anarchistes, regroupés clandestinement, éditent des textes et créent un bureau d'information, mais la répression s'accroît.

Après avoir intercepté une lettre à Otto Reimers, la police arrête Jelinek. Puis un mouchard s'empare du fichier. Les communistes lancent des invitations pour un faux congrès et arrêtent les délégués.

Au printemps 1949 une deuxième vague d'arrestations décime le mouvement. Quant à Jelinek, il se trouve interné avec d'autres militants au camp de concentration de Sachsenhausen (Sachso) ; comme quoi les Soviétiques savaient faire bon usage du matériel nazi ! Après avoir tenté d'organiser les détenus, Jelinek est transféré au camp de Bautzen. Devant les conditions de détention (famine, tuberculose), deux mutineries éclatent en 1950. Jelinek meurt en 1952 dans des conditions mystérieuses.

La fin du mouvement organisé ne signifia pas l'abandon de l'action. Lors de l'insurrection de Berlin-Est en 1953, les anarchistes furent présents et quelques écrits réapparurent à cette occasion.

Hongrie

En Hongrie, la situation était très différente. Depuis l'écrasement de la République des conseils de Hongrie en 1919, toute activité était en butte à un régime fasciste et le mouvement ne fut jamais autorisé avant 1945.

C'est par des groupes de guérilla que l'anarchisme fait parler de lui. Les premières actions viennent d'un groupe d'étudiants menés par un certain « Christ » (3). En octobre 1944, plusieurs responsables, dont Christ et A. Korsakine, se rencontrent et coordonnent le harcèlement des troupes allemandes.

C'est le groupe de Korsakine qui est à l'initiative du seul soulèvement populaire hongrois d'alors. « Dans le quartier central de Budapest une petite foule conduite par les militants anarchistes arborant des ceintures rouges envahit et détruit deux unités de la marine fluviale hongroise (dont une appartenait au chef de l'Etat. »

Le groupe S.Z.F. (jeunesse libertaire) de Christ mène d'autres actions antinazies et participe à la bataille de Budapest. A l'unanimité moins Korsakine, le mouvement anarchiste décide de conserver son équipement pour la lutte après la libération. Plusieurs tendances ou plusieurs stratégies apparaissent. Certains décident de travailler avec le parti communiste de façon unitaire, d'autres autour de Torockoy demandent la légalisation auprès des autorités russes. Enfin, les plus durs dont Christ se proposent de continuer la lutte contre les Soviétiques.

Torockoy obtient une reconnaissance semi-légale. Les anarchistes se dotent d'une imprimerie et en septembre 1945 on

C'est en décembre 1948 que le deuxième coup dur est porté au mouvement, de véritables rafles ont lieu. « Ces détentions avaient un double but : étouffer le mouvement libertaire et faire peur aux délégués du congrès communiste » (le congrès du P.C. allait avoir lieu et la fraction dure du parti montrait ainsi sa détermination). Certains anarchistes choisissent l'exil, la plupart s'organisent dans l'Union anarchiste bulgare (U.A.B.), branche à l'extérieur de la F.A.C.B.

D'autres continuèrent de militer sur place, ainsi deux grèves ont eu lieu en 1947-1948 avec une forte influence anarchiste. En 1953, il y eut un parachutage de militants utilisant du matériel américain.



La résistance antisoviétique des anarchistes

dénombrer environ cinq cents militants. La propagande touche particulièrement les ouvriers de l'île de Csepel (bastion qui fut de tous les soulèvements populaires).

Inquiets de ce développement qu'ils voulaient utiliser contre les conservateurs, les communistes choisissent l'affrontement. Torockoy disparaît, tué ou emprisonné. Des étudiants anarchistes ouvrent le feu sur un défilé militaire. Après une grève dans les usines de Csepel, trente ouvriers dont vingt-quatre anarchistes sont immédiatement exécutés. La résistance s'effondre, Christ et Korsakine s'exilent. On manque d'informations sur le rôle des anarchistes pendant la révolution de 1956.

Bulgarie

Autre cas : la Bulgarie, où se trouvait un des plus puissants mouvements anarchistes, constitué d'une organisation spécifique (Fédération anarcho-communiste bulgare, F.A.C.B.) et, à côté, d'un mouvement anarcho-syndicaliste non négligeable.

Dès la conférence nationale du 10 mars 1945, la police arrête tous les délégués qui continuent néanmoins à s'organiser dans leur camp de concentration ! Les luttes de fractions dans le parti communiste bulgare permettent une libéralisation provisoire. Le journal de la F.A.C.B., *Rabotnitcheska Missal*, connaît un vif succès. Son tirage atteint trente mille exemplaires et se trouve limité par la pénurie de papier.

« Le succès est dû surtout à la meilleure présentation du mouvement par un programme clair et concret. Mais le n°8 est confisqué par ordre de l'Armée rouge par crainte que "le soldat russe qui commence à lire ne soit influencé" » (4). L'illégalité reprend. La fédération crée des comités d'aide et tente de soutenir les militants qui peuplent les camps. D'autre part, un nouveau congrès se tient clandestinement en août 1946 tandis qu'un bulletin ronéotypé remplace le journal.

Cet acte suscita quelques controverses, pourtant il n'y avait pas d'ambiguïté : « Dès que les Américains comprirent qu'ils ne pouvaient manœuvrer les maquisards, ils ne fournirent plus aucune aide » (5).

Un quadrillage militaire mit fin à cette tentative. Un autre groupe armé fut démantelé en 1962. C'est hélas ! par la répression que nous avons surtout des informations de l'autre côté du rideau de fer. La révolution de 1956 provoqua, par exemple, des arrestations préventives en Bulgarie et on a écho régulièrement de persécutions qui montrent que l'influence anarchiste ne s'est pas totalement dissipée.

Union soviétique

L'U.R.S.S. doit être incluse dans ce panorama. La lutte y était plus dure, voire impossible puisque la répression y sévit depuis 1918-1921. Seul le chaos de la Seconde Guerre mondiale permit un retour brutal de l'anarchisme.

En Ukraine, les nationalistes de l'U.P.A. (armée de libération de l'Ukraine) antinazie et antisoviétique font état d'accrochages avec des partisans anarchistes. « Une organisation qui a pris naissance en Russie blanche est connue sous le nom de "Le chat noir", elle a mené le combat contre les nazis, elle continue contre les bolchéviks. Beaucoup de ses membres se réclament de Makhno » (6). Il reste à savoir si c'était la figure légendaire du cosaque qui motivait cette appellation d'anarchistes ou une connaissance plus approfondie de nos idées.

« Un autre groupe révolutionnaire s'intitule "Zavietti Kronstadta" (les résolutions de Krondstadt), il est centré sur l'Allemagne de l'Est et l'Autriche. C'est une société secrète purement militaire et en contact direct avec la mère patrie, les populations satellites et les armées d'occupation. Son noyau est composé d'anciens makhnovistes ou Krons-

tadiens, de marins de la mer Noire, de membres de l'armée ukrainienne "Poysdancheska", d'anciens officiers et soldats (...), d'anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale » (6).

On a plus de renseignements concernant les révoltes des camps. En 1947, il y eut un soulèvement général. En Sibérie du nord, des influences anarchistes sont apparues, le drapeau noir était l'emblème des prisonniers et le souvenir de Makhno paraît vivace au goulag. « Dans la plupart des témoignages portant sur les prisons et les camps figurent des anarchistes, intraitables, accrochés à leurs convictions, durs comme cailloux polis par les sévices et les mauvais traitements » (7).

Quelles perspectives ?

Nous avons volontairement mis de côté, dans cet article, les mouvements de type dissidence ou de contestation semi-légaliste. On pourrait conclure à une victoire des bureaucrates mais ce serait oublier que les pays de l'Est, l'U.R.S.S. en premier, connaissent une violence politique (généralement nationaliste).

En même temps que les occidentaux (surtout depuis 1983), l'U.R.S.S. se dote d'un arsenal législatif destiné à combattre les nombreux attentats. On ne peut guère approuver ce terrorisme qui s'est traduit par le plasticage du métro de Moscou (sept morts) ou des détournements d'avion où des passagers trouvèrent la mort. Rares sont les actes ciblés comme le sabotage de pipe-line sibérien et leur efficacité est discutable. Le monde soviétique ne pourra être ébranlé que par une contestation sociale. Les événements dans les pays satellites montrent qu'une intervention militaire est toujours envisageable. C'est au cœur de l'U.R.S.S. même qu'une solution radicale est possible.

YVES (Gr. Florès-Magon)

(1) Mussolini avait envahi l'Albanie.

(2) Principalement les sociaux-démocrates.

(3) « Izток » n°4.

(4) Balkanski, « Histoire de l'anarchisme en Bulgarie, « Volonté anarchiste » n°16/17, en vente à la librairie du Monde libertaire.

(5) Dimitrov, « L'anarchisme en Bulgarie », « Izток » n°4.

(6) Le « Monde libertaire », 1955.

(7) L. Mercier-Vega, « L'incroyable anarchisme ». Sur le sujet on peut consulter la série de la revue « Izток », première formule. Pour les pays non cités toute information est la bienvenue. Ecrire au journal qui transmettra.

« Les Blouses » de Jules Vallès

JULES VALLÈS fut sans doute l'un des écrivains les plus attachés aux idées anarchistes, même si le mot « anarchie » n'apparaît que rarement dans son œuvre. Son refus de l'autorité, de l'Etat, sa lutte contre le pouvoir, ont profondément marqué sa vie.

Né en 1832, au Puy, Jules Vallès est mort en 1885, et son enterrement au cimetière du Père-Lachaise à Paris donna lieu à un rassemblement de cent mille personnes venues lui rendre un dernier hommage. Il fut présent dans la plupart des luttes sociales de la seconde moitié du XIX^e siècle, fidèle à un idéal révolutionnaire, par lequel il espérait l'avènement d'une société enfin égalitaire et libertaire.

Aussi ne faut-il guère s'étonner que l'an dernier peu de manifestations célébrèrent le centenaire de sa mort, alors que Victor Hugo (mort également en 1885) fut l'objet de beaucoup plus d'attentions. Aujourd'hui encore, Jules Vallès dérange les consciences assagies, les esprits repus. Les professeurs qui mettent à leur programme sa célèbre trilogie (*L'Enfant*, *Le Bachelier*, *L'Insurgé* [1]) manient le feu et rappellent souvent bièvements l'engagement de Vallès aux côtés des communs.

Il prit en effet une part active à la Commune de Paris et, quand la répression s'abattit en 1871 sur la capitale, quand

la « semaine sanglante » fit tant et tant de victimes, Jules Vallès n'en réchappa que grâce à un heureux concours de circonstances. Condamné à mort par contumace pour avoir dirigé l'insurrection parisienne, il fut contraint de se réfugier d'abord en Belgique, en Suisse, puis en Angleterre.

A Londres, il ne cessa pas ses activités puisqu'il fut à l'origine d'articles, de journaux, s'élevant contre une République française, où se développait un inquiétant nationalisme. Très peu d'écrivains eurent le courage de prendre position en faveur de la Commune (Paul Lidsky, dans son ouvrage *Les écrivains contre la Commune* [2] cite essentiellement, outre Jules Vallès, Verlaine, Rimbaud et Villiers de l'Isle-Adam), et moins encore y

participèrent. C'est pourquoi, avec le peintre Courbet, il fut l'une des bêtes noires des réactionnaires, hier Versailles.

C'est à Londres qu'il écrivit *Les Blouses* (3) (qui parut d'abord en feuilleton en 1880, puis en livre en 1881), un roman plutôt oublié de nos jours, et l'on ne peut que se réjouir de voir ce livre enfin réédité.

Dans une petite ville de France, Buzançais, une famine éclate en 1847. Des paysans se révoltent, et Jules Vallès nous offre un intéressant tableau de ce monde provincial où se jouaient d'étranges connivences. Dans un style « croquant », rapide et prenant, il pose des personnages animés par un souci de plus grande justice, de plus grande félicité.

Les Blouses est le dernier roman qu'a écrit Jules Vallès. Un roman comme on aimerait en lire plus souvent.

THIERRY MARICOURT

(1) Editions Folio, en vente à la librairie du Monde libertaire aux prix de 27 F, 25 F, 25 F. Egalement, de Jules Vallès, « Les Francs Parleurs », éditions Pauvert (soldé à 10 F) ; « Le Proscrit », éditions E.F.R., 60 F ; et « Démarche Jules Vallès », de J. Perrin, éditions La Digitale, 80 F.

(2) Paul Lidsky, « Les écrivains contre la Commune », éditions La Découverte-Maspéro, 50 F, en vente à la librairie.

(3) Jules Vallès, « Les Blouses », en vente à la librairie ou par correspondance, 50 F franco de port, en écrivant aux éditions Le Goût de l'Etre, B.P. 403, 80004 Amiens cedex.



Salut Gugusse



ALORS comme ça tu t'es mangé un camion en moto sans complexe ? Encore un truc que tu avais envie de faire, sans doute histoire d'emmerder le monde une bonne fois pour toutes. On ne se moque pas impunément de soi au travers des autres. Tu étais trop bien payé pour le savoir sans en être dupe pour autant.

A écouter aujourd'hui ceux, qui hier te conchiaient à l'envie, les bras m'en tombent. A présent ils ne jurent que par toi, ce me semble. Mon plus grand regret sera de n'avoir pu partager ton dernier repas. Salut à toi, Gugusse ! Sans contester, tu resteras le plus bel enfoiré de l'Héxagone.

CHRISTIAN LACOMBE

« Ecce Homo »

Alors, allez donc savoir si c'est pour rire qu'il dit :

« Lire des poèmes c'est bien
Se les dire pour soi-même c'est mieux »

Les dire en public c'est dangereux

C'est une manière de donner
De prendre position

Car les mots

Jamais

Ne sont innocents ».

Lui, quand il aime, Il le dit.
Lui, quand il aime, Il le hurle.
Lui, quand il aime, Il vous le soutient droit dans les yeux.
Lui, quand il hait, c'est pareil.
Quand Il s'ennuie le temps vous paraît long, mais pour un peu qu'Il s'amuse, alors vous farandolez de toute votre imagination...

Il ajoute, peut-être sérieusement cette fois, comme pour se justifier : « J'ai entrepris de

rendre la poésie contagieuse et inévitable ».

Il, c'est Vicky Messica. Lui, c'est Pablo Neruda, Jacques Brel, Henri Michaux, Raymond Devos, Blaise Cendrars, Louis Aragon, Nazim Hikmet, et tous les autres, la multitude des autres auxquels Il prête sa voix. Il, c'est aussi et enfin le directeur d'un théâtre (1) menacé en plein cœur de Paris... Mais empruntant ces deux vers de Pablo Neruda Il poursuit comme pour lui-même : « (...) Je chante et chantant au-delà de mes peines personnelles, je m'épanouis... »

THIERRY DE LAVAU
(Gr. Hooligans mondialistes)

(1) Théâtre des Déchargeurs, 3, rue des Déchargeurs, 75001 Paris. Tous les jours, à 20 h 30, jusqu'à la fin juin (relâche le lundi). Tél. : 42.36.00.02.



ETAT : ENTITÉ TERRITORIALE, ARMÉE ET TECHNOCRATIQUE

(II) Pour une analyse globale

L'ANALYSE économiste de l'Etat ouvre la voie aux conceptions technicistes qui mènent à la bureaucratisation, les problèmes politiques étant quantifiés et subordonnés aux solutions économiques. D'autre part, cette analyse conduit à sous-estimer le rôle de la lutte des classes ; ainsi, les réformistes et les bourgeois cantonnent le problème posé par la classe ouvrière à une question d'intendance, réduite aux salaires, au temps de travail, voire aux conditions de travail. C'est aussi l'attitude des bureaucraties syndicales qui ont transformé, à la faveur de la crise, de nombreux syndicats en corporations.

L'analyse marxiste de l'Etat instrument du Capital a toujours donné lieu à une dérive techniciste, car qui dit instrument dit techniciens, en l'occurrence spécialistes administratifs. Le garde-fou est donné par la transformation des rapports de production dans la société civile, qui ôte effectivement le pouvoir aux capitalistes désarmés. La pierre d'achoppement de ce processus reste l'articulation des réalisations techniques et de la volonté des masses.

La fétichisation de l'Etat

Il n'est pas inutile de retracer l'itinéraire simplifié de l'analyse « Etat instrument du Capital ». Quand il était dans la II^e Internationale, Lénine constata l'hégémonie de la dérive économiste et réagit : « Une "élévation de l'activité de la masse ouvrière" est possible uniquement si nous ne nous bornons pas à "l'agitation politique sur le terrain économique". Or, l'une des conditions essentielles de l'extension nécessaire de l'agitation politique, c'est d'organiser des révélations politiques dans tous les domaines (...), la conscience des masses ouvrières ne peut être une conscience de classe véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et des événements politiques et d'actualité brûlante pour observer chacune des autres classes sociales dans toutes les manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique. » (1) Bref, si un Noir se fait matraquer parce qu'il est noir, un ouvrier doit toujours intervenir pour l'aider, même si le Noir n'est pas ouvrier. Inversement, l'ouvrier vit de pain mais aussi de roses.

L'évolution historique montre la « revanche » de l'économisme sur les bolchéviks. Comme l'explique Robert Linhart : « Les cadres bolchéviks ont rarement eu la possibilité de vivre de façon suivie la pratique productiviste des masses (...) plus profondément, les bolchéviks (...) étaient portés à penser que pour la classe ouvrière l'essentiel ne se jouait pas à l'intérieur des usines. » (2) C'est pourquoi des projets aberrants de transformation de l'économie sur le modèle de l'administration des postes verront le jour pendant le communisme de guerre (1919-1921). Cela explique aussi la fascination

qu'exerçait le taylorisme (« travail en miettes » : parcellisation des tâches chronométrées, maîtrise, chaînes de production, fin du savoir-faire ouvrier) sur Lénine.

L'« oubli » de la variable « lutte des classes » conduisit les bolchéviks à une incompréhension manifeste de la question sociale en U.R.S.S. comme l'a montré la tragédie de Krondstadt. Christian Salmon montre le dérapage orbital lié à la fétichisation de l'Etat : « En fin de compte, si les combats de Lénine contre le fonctionnalisme de Boukharine et l'idéalisme de Bogdanov désignent bien un certain nombre de pré-supposés idéologiques de l'économisme, leur convergence, qui reste hors de portée de ses rectifications successives, aboutit à occulter la surdétermination des

Le courant de l'autonomie ouvrière a tenté de dépasser cette contradiction. Ainsi Negri rejette la vision économiste des successeurs de Marx et réhabilite le primat de la lutte des classes par l'étude de la notion de plus-value dans les brouillons du Capital : les modalités de la lutte des classes de type léniniste, adaptées au taylorisme, ne correspondent plus à l'ère de l'Etat-providence ; d'où la stratégie d'auto-réductions, la fusion syndicats-comités de quartier (C.U.B.), la lutte frontale contre l'Etat, la gestion d'espaces de liberté.

Malgré certains aspects libertaires, cette stratégie n'a rien d'anarchiste car c'est la nouvelle place occupée par l'Etat dans le mode de production qui la détermine : Marx « a fait remarquer, et même trop sou-

l'a prouvé l'expérience de la révolution espagnole de 1936. Ainsi, 90% de l'industrie catalane était autogérée mais les rapports entre les entreprises étaient marchands, ce qui permit à Gaston Leval de qualifier ce système économique de « néo-capitalisme ouvrier » (8) alors qu'il organisait les quelques expériences de socialisation (chemin de fer, santé), c'est-à-dire de coordination autogérée.

L'Etat ne peut simplement être conçu comme l'instrument d'une classe, ce qui est l'interprétation historique marxiste. En effet, si la lutte des classes est le moteur de l'histoire, le carburant est composé d'éléments mélangés qui varient selon le pays : la naissance d'un Etat différencié, totalitaire ou soumis aux lobbies. L'histoire de

De nouvelles pistes

L'Etat français exprime les intérêts du capital, notamment dans le cadre de l'élaboration des politiques économiques, par une imbrication dirigeants des grandes entreprises publiques et privées, et technocrates du corps des Mines et de l'Inspection des finances. Mais ne pas tenir compte du caractère propre du phénomène étatique aboutit à fourvoyer le syndicalisme dans une impasse. Demander la nationalisation des entreprises en difficulté en pensant ainsi porter un coup à la bourgeoisie est illusoire, d'autant qu'un projet de prise de l'Etat va de pair avec cette revendication.

De même, s'opposer à la dénationalisation doit s'accompagner d'une globalisation des revendications sociales. Idem pour la question du « non aux licenciements », à laquelle les ouvriers, comme ceux de Massey-Fergusson à Marquette-Lille en lutte de juin 1984 à février 1986, répondent : sidérurgie ! Et ils avaient raison : les usines ferment. Ce type de revendication n'épuise pas les capacités de mobilisation et le fatalisme individuel se répand : quand Massey a fermé (en droit), certains parmi les 2 000 licenciés pensaient être réembauchés !

Le terrain économique est un marécage : un contre-plan de reconversion n'est compréhensible que s'il est accompagné de thèmes et de pratiques autogérées (comme l'ouverture des livres de compte et l'occupation de l'usine). De plus, porter la lutte directement au niveau de l'Etat doit nécessairement être relayé par une agitation nationale auprès des syndiqués et de l'opinion publique. Si telle avait été la pratique syndicale contre les restructurations, nous n'assisterions pas au recul de la conscience et de la combativité ouvrière car, sous prétexte de réalisme, les centrales syndicales n'ont rien obtenu compte tenu des enjeux et ont délaissé la signification individuelle du licenciement. Elles surestiment leur possibilité d'influer sur la politique économique : intégration n'est pas pouvoir ! C'est bien l'analyse de l'Etat qui est tronquée. Lançons de nouvelles pistes...

XAVIER MERVILLE
(Gr. de Lille)



rapports de production. De ce fait, les rapports sociaux semblent se réduire à des rapports techniques n'ayant d'autre enjeu que les choses, les rapports entre les hommes n'apparaissent plus que comme rapports des choses entre elles, médiatisées par l'Etat. » (3)

Les rapports sociaux introuvables

Lorsque la catastrophe fut achevée par l'avènement du stalinisme en 1927, Trotsky mit quand même dix ans avec La révolution trahie en 1936 pour retrouver les leçons de révolutions de 1905 et de 1917, c'est-à-dire l'autogestion par les conseils ouvriers contre l'Etat. Voici ce qu'il dit dans un article de 1938 : « L'économie socialiste doit avoir pour guide les intérêts des producteurs et les besoins des consommateurs. Ces intérêts et ces besoins ne peuvent s'exprimer que par l'épanouissement de la démocratie des producteurs et des consommateurs. » (4) Cela rendait caduc le débat des années vingt chez les bolchéviks « plan-marché-forces productives » (5), puisqu'il s'agissait désormais d'autogestion et par suite d'abolition du salariat.

vent, surtout dans les Gundrisse que dire l'Etat est une autre façon de dire le capital. Le développement du mode de production amène à reconnaître que dire l'Etat est la seule façon de dire le capital : un capital socialisé, un capital dont l'accumulation se fait en termes de pouvoir, une transformation de la théorie de la valeur en théorie du commandement ; la mise en circuit et le développement de l'Etat des multinationales » (6).

Une version euphémisée du marxisme de l'autonomie a vu le jour au sein de l'Ecole de la régulation. Ainsi Lipietz préconise la recherche de nouveaux rapports sociaux dans un secteur dit « alternatif » (coopératives, bourses du travail, « tiers secteur ») (7). La stratégie est d'imposer à long terme ces nouveaux rapports non-marchands à l'ensemble de la société par imitation. De fait le problème de l'Etat est à nouveau éludé par une utilisation économiste de la théorie gramscienne de la « guerre de tranchées » contre l'Etat.

L'Etat dans l'espace-temps

L'autogestion en soi ne permet pas la fin de l'Etat, comme

l'Etat lui est en partie propre : monarchie absolue à l'origine, fédéralisme, degré d'interventionnisme, différenciation par rapport à la société civile, type de bureaucratie et de technocratie (9).

Quand les marxistes réduisent l'histoire à l'économie, ils évacuent la géopolitique (10). Par exemple, la révolution nicaraguayenne est incompréhensible si on oublie que le pays est divisé par une ligne nord-sud, séparant une zone Pacifique, peuplée de Métais hispanophones, avec un tiers de la population totale à Managua, avec un seul grand port à la frontière du Honduras, et une zone immense de forêts de type amazonien, peuplée de tribus indiennes organisées selon le modèle des sociétés primitives, avec une concentration de Créoles anglophones dans le sud-est, accessible par avion ou par bateau exclusivement. Comment coordonner économiquement, sans moyens matériels, ces multiples univers culturels ? Au Cambodge, le parti communiste utilise le travail forcé pour défricher le no man's land. L'espace induit aussi des rapports de production, indépendants des contradictions du système économique ou des tribulations du capital.

- (1) Lénine, « Que faire ? », 1902.
- (2) Robert Linhart, « Les concepts fondamentaux de la pensée économique soviétique », 1966.
- (3) Christian Salmon, « Le rêve mathématique de Nicolai Boukharine », 1980.
- (4) Trotsky, « La lutte antibureaucratique en U.R.S.S. », 1923-1940.
- (5) Eugène Préobrazjenski, « La nouvelle économie », 1924.
- (6) Antonio Negri, « Marx au-delà de Marx », 1979, étude sur les brouillons du Capital (« Gundrisse »).
- (7) Alain Lipietz, « L'audace ou l'entêtement », 1984.
- (8) Gaston Leval, « L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire ».
- (9) Pierre Birnbaum et Bertrand Badie, « Sociologie de l'Etat », 1979.
- (10) Yves Lacoste, « La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre ».